



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 43 du 29 décembre 2006*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 3 janvier 2007.

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1309
ACTES REGLEMENTAIRES .....	1309
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE .....</b>	<b>1309</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>1309</b>
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2006 – 556 en date du 30 novembre 2006 portant approbation et enregistrement des statuts de l'Union de Caisses de Sécurité Sociale Centre de Médecine Préventive UC-CMP .....	1309
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 495 en date du 3 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGEAM) du Nord-Est .....	1309
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1309</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>1309</b>
Bureau des affaires politiques.....	1309
Extrait de l'arrêté préfectoral portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics-Promotion du 1 <sup>er</sup> janvier 2007 .....	1309
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1310
Extrait de l'arrêté n° 219/2006/SIDPC54/SECOURISME portant renouvellement d'agrément à assurer les formations aux premiers secours .....	1310
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES.....</b>	<b>1310</b>
Bureau des réglementations.....	1310
Extrait de l'arrêté portant ouverture de six succursales d'une agence de voyages .....	1310
Extrait de l'arrêté fixant les dates de soldes d'hiver 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1310
Extrait de l'arrêté de classement de l'office de tourisme du pays de Longwy .....	1310
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>1310</b>
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique.....	1310
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 21 novembre 2006.....	1310
Extrait de l'arrêté complémentaire portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Brier.....	1310
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>1311</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.....	1311
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 2006-DRCLAJ/1-047 en date du 24 novembre 2006 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays Haut - Val d'Alzette et adhésion de la commune de Villerupt .....	1311
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 24 novembre 2006 (Vosges) et du 27 novembre 2006 (Meurthe-et-Moselle) fixant le périmètre du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle .....	1311
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 23/11/2006 (Moselle), 30/11/2006 (Meuse) et 08/12/2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification de l'adresse du siège du syndicat intercommunal de transport d'écoliers (SITE) de Longwy et Villerupt .....	1311
Extrait de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de la vallée du Trey entre les communes de Vandières, Vilcey-sur-Trey et Villers-sous-Prény .....	1311
Extrait de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2006 autorisant l'adhésion de la commune de VAUDEVILLE à la communauté de communes du Saintois à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2007.....	1312
Extrait de l'arrêté du 8 décembre 2006 autorisant la création de l'établissement public de coopération culturelle (E.P.C.C.) « L'autre Canal », scène de musiques actuelles, entre l'État, le conseil régional de Lorraine et la commune de Nancy .....	1312
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	1312
Extrait de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> décembre 2006 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Longuyon .....	1312
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>1312</b>
Extrait de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> décembre 2006 approuvant les statuts de la communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire.....	1312
Extrait de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> décembre 2006 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du Val-de-Meurthe dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire .....	1313
Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2006 modifiant les statuts du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon- Virecourt .....	1314
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>1314</b>
Extrait de l'arrêté du 20 novembre 2006 concernant la communauté de communes du Tulois et relatif à la modification des statuts dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire.....	1314
Extrait de l'arrêté relatif à la modification des statuts de la communauté de communes de Hazelle dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire .....	1314
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1314</b>
<b>AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....</b>	<b>1314</b>
Extrait de l'arrêté ARH n° 117 / 2006 du 13 décembre 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 concernant la polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 54 0 13224 .....	1314
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/117 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du BASSIN LONGWY - N° FINESS E.J. 540 000 866.....	1315
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/118 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Brier - N° FINESS E.J. 540 000 767 .....	1315
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/119 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE - N° FINESS E.J. 540 003 019 .....	1315
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/120 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY - N° FINESS E.J. 540 002 078.....	1315
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/121 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance .....	1316
maladie à l'Association Hospitalière de JOEUF - N° FINESS E.J. 540 000 882 .....	1316
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/122 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques Parisot à Bainville - N° FINESS E.J. 540 000 668 .....	1316
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/123 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS E.J. 540 000 080.....	1316
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/124 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS E.J. 540 000 031.....	1316
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/125 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS E.J. 540 000 106 .....	1316
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/126 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à Nancy - N° FINESS E.J. 540 020 112 .....	1317
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/127 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy - N° FINESS E.J. 540 000 122.....	1317
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/128 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS E.J. 540 000 049 .....	1317
Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n° 06/129 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de BACCARAT- N° FINESS E.J. 540 014 081.....	1317
Extrait de l'arrêté n° 20 du 6 décembre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du centre psychothérapique de Nancy-Laxou .....	1317
Extrait de l'arrêté n° 21 du 5 décembre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port.....	1318

Extrait de la délibération n°146/06 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine, autorisant le directeur à signer le bail concernant le contrat de location de nouveaux locaux au 22 <sup>ème</sup> étage de la tour Thiers à Nancy .....	1318
Extrait de la délibération n°147/06 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine, autorisant le directeur à signer le bail concernant le contrat de location de nouveaux locaux au 2 <sup>ème</sup> étage sous-sol de la tour Thiers à Nancy .....	1318
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>1318</b>
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.14 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Vandœuvre-les-Nancy .....	1318
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.15 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Batilly .....	1319
Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.16 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy .....	1319
Extrait de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2006 accordant la qualité de SCOP à la société Urbanéo Concept située à Nancy .....	1319
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>1319</b>
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4065 portant habilitation de l'hôpital local intercommunal 3 H santé de Cirey-sur-Vezouze en tant que centre de vaccinations .....	1319
Service actions et établissements de santé .....	1319
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 871/06 du 4 décembre 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation N° 54-79 .....	1319
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 876/06 du 7 décembre 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale autorisation n° 54-76 .....	1320
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 877/06 du 7 décembre 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-07 .....	1320
Service cohésion sociale .....	1320
Extrait de l'arrêté n° 3836 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Foyer de Jeunes » géré par l'association Clair Logis .....	1320
Extrait de l'arrêté n° 3860 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.) .....	1320
Extrait de l'arrêté n° 3861 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy .....	1321
Extrait de l'arrêté n° 3863 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy .....	1321
Extrait de l'arrêté n° 3864 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de la Libération – géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.) .....	1321
Extrait de l'arrêté n° 3865 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.) .....	1322
Extrait de l'arrêté n° 3882 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R.) .....	1322
Extrait de l'arrêté n° 3884 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.) .....	1322
Extrait de l'arrêté n° 3888 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE » géré par l'association Le Gîte Familial .....	1323
Extrait de l'arrêté n° 3889 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active « Ateliers 18 » géré par l'association Le Gîte Familial .....	1323
Extrait de l'arrêté n° 3896 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'Association pour un Llen Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.) .....	1324
Extrait de l'arrêté n° 3897 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'Association pour un Llen Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.) .....	1324
Extrait de l'arrêté n° 3898 fixant pour l'année 2005 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'Association pour un Llen Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.) .....	1324
Extrait de l'arrêté n° 3904 modifiant l'arrêté n° 3860 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.) .....	1325
Service solidarité autonomie .....	1325
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4008 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Lilas » de JARNY gérée par l'association HOSPITALOR .....	1325
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4009 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de JOUDREVILLE .....	1325
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4010 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Jean-François Fidry" de LABRY .....	1326
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4011 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de MARS LA TOUR .....	1326
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4012 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de LONGUYON .....	1326
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4013 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de LONGWY .....	1327
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4014 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de BAYON .....	1327
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4015 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Fontaine de Lincourt » gérée par le centre communal d'action social de EINVILLE AU JARD .....	1327
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4016 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sœur Julie" de GERBEVILLER .....	1327
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4018 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "St Joseph" à ESSEY-LES-NANCY gérée par la fondation Vincent de Paul .....	1328
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4019 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de JARVILLE .....	1328
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4020 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée "L'Oseraie" à LAXOU .....	1328
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4021 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de LUDRES .....	1329
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4023 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre maison" de NANCY .....	1329
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4024 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma maison" de NANCY .....	1329
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4025 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Saint Joseph » gérée par Doctrine Chrétienne à NANCY .....	1330

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4026 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de NANCY.....	1330
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4027 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de NANCY .....	1330
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4028 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de NANCY .....	1331
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4029 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de PULNOY .....	1331
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4030 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de ROSIERES-AUX-SALINES .....	1331
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4031 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Famille" de VANDOEUVRE LES NANCY .....	1332
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4032 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée "Les Grands Jardins" à COLOMBEY-LES-BELLES .....	1332
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4033 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de HAROUE .....	1332
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4034 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Centre Brancion de ROYAUMEIX .....	1333
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4035 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de SAINT FIRMIN .....	1333
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4036 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de VEZELISE .....	1333
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4038 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Iris » de ONVILLE gérée par l'association HOSPITALOR.....	1334
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4039 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome Saint François d'Assise de PONT A MOUSSON .....	1334
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4040 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de THIAUCOURT.....	1334
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4043 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins du Centre Germaine MARCHAL de NANCY géré par l'Office d'Hygiène Social de Meurthe-et-Moselle .....	1335
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4047 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. géré par le C.C.A.S. de JARNY .....	1335
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4048 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. géré par la maison de retraite de VEZELISE.....	1335
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE .....</b>	<b>1336</b>
Service régional de l'inspection du travail de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Lorraine.....	1336
Extrait de l'arrêté portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle.....	1336
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....</b>	<b>1336</b>
Service économie agricole et aménagement foncier.....	1336
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lanfroicourt.....	1336
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Drouville.....	1336
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Epiez sur Chiers .....	1337
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine en Haye .....	1337
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allamont.....	1337
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont Saint Martin.....	1337
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont Saint Martin.....	1337
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mazerulles – Brin sur Seille.....	1337
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Brin sur Seille – Mazerulles .....	1337
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mazerulles – Brin sur Seille.....	1337
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Brin sur Seille – Mazerulles .....	1338
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt.....	1338
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crepey - Selaincourt .....	1338
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chaudeney sur Moselle .....	1338
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chaudeney sur Moselle .....	1338
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pannes – Dampvitoux – Charey – Essey et Maizerais.....	1338
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaudeville.....	1338
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rehainviller – Mont sur Meurthe – Blainville sur l'Eau - Lunéville.....	1339
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hussigny Godbrange .....	1339
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landres.....	1339
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landres.....	1339
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey.....	1339
Extrait de la décision portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Xammes - Pannes .....	1339
Extrait de la décision portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Gye – Blénod lès Toul.....	1339
Service forêt, environnement et développement rural.....	1339
Extrait de l'arrêté n° 2006-507 fixant la liste des animaux nuisibles pour l'année 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1339
Extrait de l'arrêté n° 2006-508 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour l'année 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle .....	1340
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES .....</b>	<b>1340</b>
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/96 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Julien DERENDINGER à Pierrepont.....	1340
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/98 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Audrey HEU à Champigneulles.....	1340
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/99 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Frédéric DONON à Nancy .....	1340
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/102 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Frédérique PERROT à Bainville sur Madon .....	1341
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/110 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Anne-Sophie POINSARD à Ludres.....	1341
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>1341</b>
Service de l'habitat .....	1341
Extrait de l'arrêté autorisant la démolition de 37 logements sis 2 à 10 boulevard d'Haussonville à Villers-lès-Nancy.....	1341
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques .....	1341
Extrait de l'arrêté préfectoral 19 DE 06 SERUAJ/AJF - Commune de Montigny - Acquisition d'un immeuble bâti sis au 15 Grande Rue cadastré section B n° 206, lieu-dit "Le Village" en vue de sa réhabilitation avec élargissement de la rue dite "De Derrière l'Eglise" et construction d'un mur de soutènement pour l'aménagement général du centre du village – Arrêté de cessibilité.....	1341
Extrait de l'arrêté N° 06 DE 012 PFU approuvant la carte communale d'Einvieux en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme .....	1341
Extrait de l'arrêté N° 06 DE 013 PFU approuvant la carte communale de Saint-Germain en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme .....	1341
<b>DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....</b>	<b>1342</b>
Affaires départementales.....	1342
Extrait de l'arrêté portant création du conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative .....	1342
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>1342</b>
Délégation de signature concernant les services techniques .....	1342
Délégation de signature concernant la direction des affaires médicales .....	1343

AVIS ET COMMUNICATION.....	1343
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....</b>	<b>1343</b>
Service environnement, eau .....	1343
Avis annuel fixant les périodes d'ouvertures de la pêche en eau douce en 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle .....	1343
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>1344</b>
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques .....	1344
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 63276 du 12 décembre 2006 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Cosnes et Romain .....	1344
<b>AVIS DE RECRUTEMENT.....</b>	<b>1344</b>
<b>HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY-SUR-VEZOUZE.....</b>	<b>1344</b>
Avis de recrutement sans concours d'un agent d'entretien qualifié - service blanchisserie - à l'hôpital local intercommunal 3H Santé .....	1344
Avis de recrutement sans concours d'un agent administratif à l'hôpital local intercommunal 3H Santé .....	1344

---

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**  
**ACTES REGLEMENTAIRES**

**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE**

**Secrétariat général pour les affaires régionales**

**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2006 – 556 en date du 30 novembre 2006 portant approbation et enregistrement des statuts de l'Union de Caisses de Sécurité Sociale Centre de Médecine Préventive UC-CMP**

Le préfet de la région Lorraine,  
préfet de la zone de défense Est,  
préfet de la Moselle

**ARRETE**

Art. 1er : Sont approuvés, tels qu'ils sont annexés au présent arrêté, et enregistrés les statuts de l'Union de Caisses de Sécurité Sociale Centre de Médecine Préventive.

Celle-ci dont le siège est fixée à Vandoeuvre-les-Nancy est enregistrée sous le numéro UC-CMP.

Art. 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le préfet de la Région Champagne-Ardenne, les préfets des départements de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions Lorraine et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Pierre-René LEMAS

*Les statuts peuvent être consultés à l'Union des caisses de sécurité sociale - Centre de Médecine préventive - 2 rue du Doyen Jacques Parisot - BP 7 à 54501 VANDOEUVRE Cedex.*

**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 495 en date du 3 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGECA) du Nord-Est**

Le préfet de la région Lorraine,  
préfet de la zone de défense Est,  
préfet de la Moselle

**ARRETE**

Art. 1er : Sont nommés membres du conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- **En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :**

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)
  - Titulaires : Mlle STEPHANN Ghislaine  
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
  - Mme DUMENIL Sabine née ETIENNE  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
  - Suppléants : Mme COUVAL Marie-Thérèse née CONRAUD  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
  - M. DECLERCQ Francis  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
  - Titulaires : M. MAZZIER Jean-Pierre  
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)
  - Mme TAILLANDIER Elisabeth  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
  - Suppléants : M. FAIVRE Jean-Raymond  
(Conseiller de la CPAM de Metz)
  - M. HARAUT Jacques  
(Conseiller de la CPAM de Haute-Marne)
3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)
  - Titulaires : M. ZAGAR Patrice  
(Conseiller de la CPAM de Longwy)
  - M. RAUCH Léon  
(Conseiller de la CPAM de Sarreguemines)
  - Suppléants : M. RICHETON Christian  
(Conseiller de la CPAM d'Epinal)
  - M. DHOBIE Jean-Pierre  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)
  - Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
  - Suppléant : Mlle TYKOCZINSKY Caroline  
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)
  - Titulaire : M. INGRET Bernard  
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)
  - Suppléant : M. TORNAMBE François  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)

- **En tant que représentants des employeurs et sur désignation de :**

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)
  - Titulaires : M. BERTRAND Michel  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
  - M. COUR Jean-Louis  
(Conseiller de la CPAM de Thionville)
  - Mlle DUBOIS Danielle  
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)

- M. STROHL Jean-Claude  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
- Suppléants : Mme RECEVEUR Stéphanie  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
- Mme FERON-GRENOUILLEAU Colette  
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)
- M. CASTELLO Jean-Pierre  
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)
- M. VILLEMIN Joël  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
- 2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)
  - Titulaires : M. SCHOSSELER Jean-Claude  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
  - M. MAHLER Etienne  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
  - Suppléants : M. FUCHS Sébastien  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
  - Mme HENRIOT Marie-Josèphe née PERRIN  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
- 3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)
  - Titulaires : M. GERAULD Michel  
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
  - M. BACHELARD Georges  
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
  - Suppléants : M. POIREL André  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
  - M. VENCK Joël  
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)
- **En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)**
  - Titulaires : M. CHENUT Eric  
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
  - M. MARCHAL Aimé  
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
  - Suppléants : M. ALBERT Marc  
(Conseiller de la CPAM de Metz)
  - Mme PAILLA Paulette  
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)

Art. 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le préfet de la région Champagne-Ardenne, les préfets des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions Lorraine et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Pierre-René LEMAS

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Cabinet du préfet**

*Bureau des affaires politiques*

**Extrait de l'arrêté préfectoral portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics-Promotion du 1<sup>er</sup> janvier 2007**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1er : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

- Monsieur THOUVENIN Claude Chef d'équipe d'exploitation  
3 rue en Sèrail 54550 MAIZIERES
- Monsieur LAMBERT Patrice Chef d'équipe d'exploitation  
21 rue de la Gare 54840 VILLEY-LE-SEC
- Monsieur MELIN Pascal Agent d'exploitation spécialisé  
3 rue en Sèrail 54550 MAIZIERES
- Monsieur JACQUOT Michel Contrôleur principal  
68 route de Millery 54490 BELLEVILLE
- Monsieur CLAUDEL Christian  
17 bis route de Pompey 54460 LIVERDUN
- Monsieur BASTIEN Bernard Agent d'exploitation spécialisé des TPE  
5 rue de la Raperie 54610 NOMENY
- Monsieur DUVAL Serge Agent d'exploitation spécialisé des TPE  
60 la petite fin 54830 HAUDONVILLE
- Monsieur GALLAND Didier Contrôleur des TPE  
10 rue Elbingerode 55240 BOULIGNY
- Monsieur HUMBLLOT Jean-Michel Agent d'exploitation spécialisé des TPE  
54115 TRAMONT-LASSUS
- Monsieur KESSLER Patrick Contrôleur principal des TPE  
4 rue des Violettes 54770 MOULINS
- Monsieur KLIPFEL Daniel Contrôleur principal des TPE  
2 T rue des Plaisances 54136 BOUXIERES-AUX DAMES
- Monsieur LABIESSE Richard Contrôleur des TPE  
6 rue Pasteur 54110 VARANGEVILLE
- Monsieur MARCHAL Jean-Luc Contrôleur des TPE  
50 rue de la Fontaine 54830 HAUDONVILLE
- Monsieur PARISSE Gilles Contrôleur des TPE  
82 bis av. du 8 mai 1945 - 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur PESCE Georges Contrôleur principal des TPE

3 rue de Beauséjour 54260 LONGUYON  
 - Monsieur PESENTI Jean-Philippe Contrôleur principal des TPE  
 20 rue Humbepaire 54120 BACCARAT  
 - Monsieur REMY Alain Agent d'exploitation spécialisé des TPE  
 38 rue de la Commanderie 54840 SEXEY-LES-BOIS  
 - Monsieur ROCH Francis Contrôleur principal des TPE  
 7 rue Augustin Hacquard 54000 NANCY  
 - Monsieur SCHMITT Christian Agent d'exploitation spécialisé des TPE  
 800 av. Clémenceau 54200 TOUL  
 - Monsieur VIGNERON Claude Ouvrier des parcs et ateliers – maître  
 compagnon  
 36 rue Principale 57170 CHATEAU-SALINS  
 - Monsieur ZEHR Christian Agent d'exploitation spécialisé des TPE  
 320 rue Fontaine St Brice 54200 PAGNEY-DERRIERE BARINE  
 - Monsieur CESAR DE ROCHEFORT Bernard Chef d'équipe d'exploitation  
 principal des TPE  
 9 grande rue 54540 MIGNEVILLE  
 - Monsieur COLIN Michel Adrien Agent d'exploitation spécialisé des TPE  
 11 lotissement du Petit Breuil 54450 BLAMONT  
 - Monsieur MILLET Daniel Chef d'équipe d'exploitation principal des TPE  
 1 chemin de Puvencelle 54380 GEZONCOURT  
 - Monsieur OTERO Daniel Chef d'équipe d'exploitation des TPE  
 7 place de Trèves 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

**Art. 2 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à monsieur le ministre, des transports, de l'équipement du tourisme et de la mer.

Le préfet,  
 Claude BALAND

#### Service interministériel de défense et de protection civile

#### Extrait de l'arrêté n° 219/2006/SIDPC54/SECOURISME portant renouvellement d'agrément à assurer les formations aux premiers secours

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** La Délégation Départementale de la Croix Rouge Française est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les différentes formations aux premiers secours mentionnées dans le paragraphe 5 de la demande du 8 avril 2004, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté ;

**Art. 2 :** L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

**Art. 3 :** Le directeur de cabinet et le président de la délégation départementale de la croix rouge française, représentant légal de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2006  
 Pour le préfet et par délégation,  
 Le sous-préfet, directeur de cabinet,  
 Jacques RANCHERE

#### Direction de la réglementation et des libertés publiques Bureau des réglementations

#### Extrait de l'arrêté portant ouverture de six succursales d'une agence de voyages

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'arrêté du 29 juin 2001 modifiant l'arrêté du 25 juillet 1997, qui délivrait la licence d'agent de voyages n° LI 054.97.0001 à la Société « PAPTO » sise RN 4 - 54840 GONDREVILLE, est modifié comme suit :

**Art. 2 :** Les succursales ci-dessous désignées sont valablement déclarées auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle :

\*Angle 2 rue Beaurepaire et 1 quai de Londres 55100 VERDUN

Dirigeant détenant l'aptitude professionnelle : M. Pierre COLIN

\*11, rue Hirschauer 57500 SAINT-AVOL

Dirigeant détenant l'aptitude professionnelle : Mme Carole GRAEF

\*Galerie marchande CORA Borny

11, boulevard de la Solidarité 57000 METZ

Dirigeant détenant l'aptitude professionnelle : Mme Véronique RESPAUT

\*Centre Commercial Saint-Jacques – niveau 2 - 57000 METZ

Dirigeant détenant l'aptitude professionnelle : Mlle Jocelyne PARACHINI

\*12, rue Emile Giros 52100 SAINT-DIZIER

Dirigeant détenant l'aptitude professionnelle : Mme Béatrice BRIOT

\*8, rue Emile Giros 52100 SAINT-DIZIER

Dirigeant détenant l'aptitude professionnelle : Mme Chantal VARINOT

**Art. 3 :** La garantie financière est apportée par :

Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme (APS)

15, avenue Carnot 75017 PARIS

à raison de 38 112 € par agence

**Art. 4 :** L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de :

GAN Eurocourtage IARD

4-6, avenue d'Alsace 92033 LA DEFENSE CEDEX

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la

préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. PIOT, représentant légal de l'agence de voyages « Papto » ; au préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle : délégation régionale au tourisme et service tourisme à la préfecture ; au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; au préfet de la Haute-Marne ; au préfet de la Meuse.

Nancy, le 5 décembre 2006

Pour le préfet,  
 Le directeur de la réglementation,  
 Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.*

#### Extrait de l'arrêté fixant les dates de soldes d'hiver 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pendant la période d'hiver 2007, les ventes en soldes sont autorisées dans le département de Meurthe-et-Moselle, pour une durée de six semaines, du mercredi 10 janvier 2007 à 8h00 jusqu'au mardi 20 février 2007 inclus.

**Art. 2 :** Conformément au deuxième paragraphe de l'article 28 de la loi du 5 juillet 1996, les ventes ne pourront porter que sur des marchandises proposées à la vente et payées depuis au moins un mois à la date de début de la période de soldes considérée.

**Art. 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux sous-préfets d'arrondissement.

Nancy, le 7 décembre 2007

Pour le préfet et par délégation,  
 Le secrétaire général,  
 Marc BURG

#### Extrait de l'arrêté de classement de l'office de tourisme du pays de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'office de tourisme du pays de LONGWY, situé place Darche 54400 LONGWY, est classé dans la catégorie « deux étoiles » pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au président de l'office de tourisme du pays de LONGWY ainsi qu'au président de la communauté de communes de l'agglomération de LONGWY, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée, pour information, au préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme) ; au sous-préfet de BRIEY ; au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle (comité départemental du tourisme) ; au président de l'union départementale des offices de tourisme ; au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; au président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur de la réglementation,  
 Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

#### Direction du développement durable et des politiques interministérielles

#### Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

#### Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 21 novembre 2006

Réunie le 21 novembre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL Mathilde en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin de dépôt-vente à l'enseigne TROC DE L'ILE à Longwy – zone du Pulventeux, de 1020 m<sup>2</sup> de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LONGWY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Pour le préfet et par délégation,  
 Le directeur,  
 F. GIROUX

#### Extrait de l'arrêté complémentaire portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1 :** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 est abrogé.

Art. 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de BRIEY avec voix consultative, Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale  
- Madame Brigitte KOSINSKI – service tutelle UDAF – 15 C, rue Anatole France - 54400 LONGWY.

Au titre de la personne juriste

- Madame Fabienne VAGNER – 3 rue Paul Verlaine – 54800 DONCOURT-LES-CONFLANS

Art. 3 : Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 4 décembre 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

#### **Direction des relations avec les collectivités locales**

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

**Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 2006-DRCLAJ/1-047 en date du 24 novembre 2006 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays Haut - Val d'Alzette et adhésion de la commune de Villerupt**

Le préfet de la région Lorraine,  
préfet de la zone de défense Est,  
préfet de la Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETEMENT**

Art. 1 - Est autorisée l'adhésion de la commune de Villerupt à la communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette.

Art. 2 - Pour l'exercice de ses compétences, la communauté de communes est substituée à la commune de Villerupt lorsque celle-ci est groupée avec des communes extérieures à la communauté dans un syndicat de communes ou dans un syndicat mixte. S'il s'agit d'un syndicat de communes, ce dernier devient un syndicat mixte.

Art. 3 - Les statuts tels qu'annexés au présent arrêté sont adoptés.

Art. 4 - Un exemplaire des délibérations et statuts précités sera annexé au présent arrêté qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Les annexes pourront être consultées en préfecture.

Art. 5 - Les secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Thionville et Briey, les trésoriers-payeurs généraux de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté de communes, les maires des communes membres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

Metz, le 24 novembre 2006

Nancy, le 24 novembre 2006

Le préfet,

Le préfet,

Pierre-René LEMAS

Claude BALAND

*Les statuts adoptés sont consultables en préfecture à la direction des relations avec les collectivités locales - bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

**Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 24 novembre 2006 (Vosges) et du 27 novembre 2006 (Meurthe-et-Moselle) fixant le périmètre du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Le préfet des Vosges

#### **ARRETEMENT**

Art. 1er : La liste des collectivités intéressées par le projet de création du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle est fixée comme suit :

Communauté urbaine du grand Nancy  
Communauté de communes du bassin de Pompey  
Communauté de communes du Toulouais  
Communauté de communes du Lunévillois  
Communauté de communes du pays du sel et du Vermois  
Communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson  
Communauté de communes de Moselle et Madon  
Communauté de communes de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulouais  
Communauté de communes du Val de Meurthe  
Communauté de communes du Grand Couronné  
Communauté de communes du Saintois  
Communauté de communes du Saintois au Vermois  
Communauté de communes du Pays du Sânon  
Communauté de communes de Seille et Mauchère  
Communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch  
Communauté de communes de la Vezouze  
Communauté de communes du Cristal  
Communauté de communes des Trois Vallées  
Communauté de communes du Bayonnais  
Communauté de communes du Massif de Haye  
Communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette  
Communauté de communes de la Mortagne  
Communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze  
Communauté de communes du Badonvillois

Communauté de communes de Hazelle  
Communauté de communes du Grand Valmon  
Communauté de communes des Côtes en Haye  
Communauté de communes du Froidmont  
Communauté de communes de la pipistrelle  
Communauté de communes du Mirabée

et les 19 communes suivantes :

Blénod-lès-Toul, Bratte, Foug, Gerbécourt-et-Haplemon, Houdreville, Laneuveville-Derrière-Foug, Laronxe, Marthemont, Moivrons, Pagny-sur-Moselle, Preney, Quevilloncourt, Saint-Clément, Saulxerotte, Vandières, Viéville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villers-lès-Moivrons et Villers-sous-Prény.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale cités à l'article premier, aux maires concernés des communes membres de ces établissements et aux maires des communes citées à l'article premier et qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Epinal, le 24 novembre 2006

Nancy, le 27 novembre 2006

Le préfet,

Le préfet,

Patrice MOLLE

Claude BALAND

*Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables en préfecture à la direction des relations avec les collectivités locales - bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

**Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 23/11/2006 (Moselle), 30/11/2006 (Meuse) et 08/12/2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification de l'adresse du siège du syndicat intercommunal de transport d'écoliers (SITE) de Longwy et Villerupt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la région Lorraine,  
préfet de la zone de défense Est,  
préfet de la Moselle

Le préfet de la Meuse

#### **ARRETEMENT**

Art. 1<sup>er</sup> : La modification de l'article 2 des statuts du syndicat intercommunal de transport d'écoliers de Longwy et Villerupt est autorisée comme suit :

« ART. 2 : Le syndicat, qui porte le nom de syndicat intercommunal de transports d'écoliers de Longwy et Villerupt, a son siège à la gare routière de Longwy et comprend les communes suivantes :..... ».

Le reste sans changements.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey, de Thionville et de Verdun, le président du syndicat intercommunal de transports d'écoliers de Longwy et Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées, au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 8 décembre 2006

Metz, le 23 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Le secrétaire général,

Marc BURG

Bernard GONZALEZ

Bar-le-Duc, le 30 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Thomas CAMPEAUX

**Extrait de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de la vallée du Trey entre les communes de Vandières, Vilcey-sur-Trey et Villers-sous-Prény**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETEMENT**

Art. 1<sup>er</sup> : Est autorisée entre les communes de Vandières, Vilcey-sur-Trey et Villers-sous-Prény la création du syndicat intercommunal scolaire de la vallée du Trey.

Les statuts du syndicat resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Le syndicat est habilité à exercer les compétences suivantes :

- Construire un nouveau groupe scolaire,
- Assurer la gestion de ce nouveau groupe,
- Assurer le fonctionnement des services et œuvres d'intérêt commun, en particulier la cantine, la participation au ramassage scolaire.
- Créer et gérer, au besoin avec d'autres partenaires, des activités et installations sportives.

Art. 3 : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Art. 4 : Le siège du syndicat est situé à la mairie de Vandières.

Art. 5 : Le receveur du syndicat est le trésorier de Pont-à-Mousson.

Art. 6 : Chaque commune est représentée au sein du comité syndical par 3 délégués.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune concernée et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Marc BURG



Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la direction des relations avec les collectivités locales - bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

**Extrait de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2006 autorisant l'adhésion de la commune de VAUDEVILLE à la communauté de communes du Saintois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1 : L'adhésion de la commune de Vaudeville à la communauté de communes du Saintois est autorisée.

Cette adhésion sera effective au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Art. 2 : La commune de Vaudeville sera représentée au sein du conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Vaudeville et le président de la communauté de communes du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 décembre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

**Extrait de l'arrêté du 8 décembre 2006 autorisant la création de l'établissement public de coopération culturelle (E.P.C.C.) « L'autre Canal », scène de musiques actuelles, entre l'État, le conseil régional de Lorraine et la commune de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – La création de l'établissement public de coopération culturelle (E.P.C.C.) « L'autre canal », scène de musiques actuelles, entre l'État, le conseil régional de Lorraine et la commune de Nancy est autorisée.

Art. 2 : L'E.P.C.C. « L'autre canal », scène de musiques actuelles est un établissement public à caractère industriel et commercial ayant pour mission de constituer un lieu fédérateur et de soutien aux expériences artistiques innovantes. Il est ouvert aux autres initiatives artistiques (vidéo, arts numériques, danse...) proposant des passerelles avec les musiques actuelles/amplifiées en y associant les nouvelles technologies dans le processus de création.

Il répond au besoin de structuration du secteur des musiques actuelles sur la région Lorraine et a un rôle significatif dans la production et la diffusion des musiques actuelles, à la fois dans le dispositif de soutien et d'accompagnement de la filière professionnelle, dans l'accès des amateurs aux pratiques artistiques contemporaines et dans le développement de missions éducatives. Il est à la fois un lieu de pratique, de création et d'expression artistique, un lieu de diffusion, de rencontre et de convivialité, d'information, d'échange et de réflexion, un espace d'expérimentation.

A ce titre, il accueille, encourage, facilite, soutient les recherches musicales sous toutes leurs formes en respectant leur originalité et leur particularité.

Art. 3 : Le siège de l'E.P.C.C. est fixé 45 boulevard d'Austrasie à Nancy.

Art. 4 : Les délibérations des collectivités citées à l'article 1<sup>er</sup> ainsi que les statuts de l'E.P.C.C. « L'autre canal », scène de musiques actuelles, sont annexés au présent arrêté.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du conseil régional de Lorraine, le maire de la commune de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 décembre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND

Les statuts sont consultables en préfecture, à la direction des relations avec les collectivités locales, bureau du conseil aux élus, du contrôle de légalité et de la coopération intercommunale.

*Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire*

**Extrait de l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2006 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Longuyon**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : M. Jean-Luc RIVIÈRE, agent chargé de la surveillance de la voie publique à Longuyon, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Art. 2 : M. Jean-Luc RIVIÈRE est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 euros.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 2006 est abrogé.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Longuyon et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Nancy, le 1<sup>er</sup> décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Sous-préfecture de Lunéville**

**Extrait de l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2006 approuvant les statuts de la communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – L'article 4 (compétences) des statuts est ainsi rédigé :

« La communauté de communes a pour objet de renforcer la solidarité financière et autres entre les communes adhérentes et d'associer ces dernières en vue de l'élaboration de projets communs de développement et d'aménagement de l'espace.

La communauté exerce de plein droit au lieu et place des communes membres, les compétences qui lui sont dévolues par la loi, à savoir :

**AMENAGEMENT DE L'ESPACE**

- Elaboration, suivi, modification et révision d'un schéma de cohérence territorial.

- Validation et participation à la charte d'aménagement et de développement durable du pays :

\* participation à l'élaboration, l'approbation, le suivi, la gestion et la mise en œuvre de la charte de pays au sens de la loi précisant la notion de pays ;

\* adhésion en temps voulu par simple délibération de son conseil communautaire à un syndicat mixte ou à un groupement d'intérêt public de développement local et tout autre outil nécessaire intervenant dans la mise en œuvre d'un pays au sens de la loi précisant la notion de pays.

- Elaboration et suivi d'une charte intercommunale de développement et d'aménagement, de type plan d'aménagement et de développement durable (PADD).

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

- Action d'intérêt communautaire favorisant le maintien, le développement ou l'accueil du commerce, de l'artisanat et des activités de services (soutien financier et logistique) - Mise en place d'une politique d'aides en faveur de ces derniers.

- Nouvelles actions favorisant le développement touristique : étude de création, gestion de programmes et d'équipements touristiques – Les programmes et équipements touristiques devront répondre à plusieurs critères :

\* assurent l'information et l'accueil des touristes ;

\* font connaître le territoire ;

\* assurent la promotion et la mise en valeur des différentes richesses touristiques locales.

**ENVIRONNEMENT**

- Collecte, traitement, tri et valorisation des ordures ménagères, des déchets spéciaux des ménages.

- Création, balisage, entretien et promotion de sentiers thématiques de mise en valeur du patrimoine naturel, historique ou culturel local.

- Réflexion, création et gestion d'une déchetterie.

- Actions de valorisation et de promotion de l'espace et du patrimoine naturel dans le but de lutter contre la fermeture des paysages.

- Distribution publique d'électricité :

\* adhésion au syndicat départemental d'électricité à la place des communes membres ;

\* redistribution de la redevance R2 aux communes.

- Tout projet associant plusieurs acteurs du territoire en vue de valoriser et / ou promouvoir les richesses culturelles, naturelles, historiques locales.

**POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE**

- Elaboration d'outils de programmation et d'études dans le domaine de l'habitat sur le territoire (programmes locaux de l'habitat, OPAH...).

- Actions de valorisation et d'aides pour la réhabilitation du patrimoine bâti, en complément des dispositifs traditionnels.

- Actions de valorisation, d'aides, de promotion et d'embellissement de l'espace et de patrimoine intercommunal. Seront considérés d'intérêt communautaire :

\* la réflexion sur la mise en place et création d'une identité paysagère concernant l'embellissement et faisant ressortir l'appartenance des communes à l'intercommunalité ;

\* la communication et la promotion de l'embellissement au niveau des particuliers ;

\* l'adhésion à toutes structures permettant à l'intercommunalité de mettre en place des projets visant à l'embellissement et à la promotion du patrimoine architectural et paysager ;

\* l'étude et la création de projets destinés à l'embellissement et à la promotion du patrimoine architectural et paysager.

**ACTION SOCIALE**

- Actions en faveur des enfants de 0 à 6 ans qui seront définies dans le contrat petite enfance signé avec la caisse d'allocations familiales.

- Réflexions, étude de faisabilité, mise en place, suivi et gestion d'un dispositif d'accès permanent aux soins.

- Réflexions, étude de faisabilité, mise en place, suivi et gestion d'un service de transport à la demande.

- Gestion d'un pôle emploi en lien avec l'agence nationale pour l'emploi et le conseil général.

- Participation à des structures favorisant l'emploi et le suivi des jeunes et l'insertion sociale des personnes en difficulté.

**ENSEIGNEMENT**

- Soutien aux actions pédagogiques, éducatives proposées par les écoles (élémentaires, primaire et collège) favorisant la connaissance du territoire et visant à faire connaître aux enfants d'autres territoires.

**CULTURE ET JEUNESSE**

- Soutien logistique et financier aux manifestations à vocation intercommunale et des actions d'animation émanant d'une création locale, se déroulant sur le territoire et dont l'impact médiatique dépasse le territoire de la communauté de communes. à la culture, l'information et à la communication.

- Elaboration et gestion d'une opération d'aménagement du temps de l'enfant et de l'adolescent hors temps scolaire (CEL, CAJT, Contrat Temps libre.....).  
MAITRISES D'OUVRAGE DELEGUEES

La communauté de communes pourra, sous certaines conditions, à la demande des communes membres, assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux propres à ces communes. Une convention de délégation fixera les conditions techniques et financières de cette prestation.

#### AMENAGEMENT ET GESTION D'UNE CHAMBRE FUNERAIRE

Par ailleurs, à tout moment, les communes membres de la communauté de communes, peuvent transférer en tout ou partie à cette dernière, certaines de leurs compétences et équipements ou services utiles à l'exercice de celles-ci. Les transferts de compétences, d'équipements ou de services publics, sont décidés par délibérations concordantes du conseil de communauté et de la majorité qualifiée des communes membres.

Pour chaque transfert, il sera déterminé par délibérations concordantes du conseil de communauté et des communes, les modalités et conditions financières et patrimoniales de l'opération, ainsi qu'éventuellement de l'affectation des personnels. »

Art. 2. – Les statuts joints au présent arrêté sont approuvés.

Art. 3. – Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au trésorier payeur général et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 1<sup>er</sup> décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

*Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision contentieuse. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### Extrait de l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2006 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du Val-de-Meurthe dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup>. – L'article 3 des statuts est rédigé comme suit :

« La communauté de communes a pour objet la mise en œuvre de toute politique destinée à assurer le développement et l'aménagement du territoire des communes adhérentes.

La communauté de communes exerce les compétences suivantes.

#### Au titre des compétences obligatoires

##### En matière de développement économique

##### Appui aux entreprises

- Accueil, information et orientation des porteurs de projets économiques.
- Adhésion à la plate-forme d'initiatives locales du Lunévillois.
- Adhésion au CAPEMM.
- Etablissement et gestion d'un fichier des locaux et terrains économiques vacants.
- Soutien aux initiatives collectives des acteurs économiques (commerçants, artisans, agriculteurs, industriels).
- Action pour le maintien et une présence efficace des services publics de proximité.
- Réalisation d'une étude sur les possibilités de création de nouvelles zones d'activités économiques sur le territoire communautaire.
- Participation à la pépinière d'entreprise de pays.

##### Développement touristique

- Participation aux actions de promotion touristique, notamment par :
- L'adhésion à l'office de tourisme du pays Lunévillois, et participation aux actions de promotion ;
- L'adhésion au comité départemental du tourisme.

##### Actions en faveur de l'emploi

- Accueil et accompagnement des demandeurs d'emploi par la gestion d'un dispositif de permanences emploi - formation sur le territoire communautaire, en liaison avec les partenaires compétents (associations et service public de l'emploi) notamment par le soutien à l'association Entr'aide chômeurs.
- Adhésion à la mission locale pour l'emploi des jeunes du Lunévillois.

##### En matière d'aménagement de l'espace communautaire

- Elaboration d'un projet de développement du territoire communautaire.
- Participation à l'élaboration, approbation, suivi et gestion de la charte de pays au sens de la loi précisant la notion de pays.
- Adhésion au syndicat mixte du pays du Lunévillois.
- Participation à l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale et adhésion au syndicat mixte pour la gestion du SCOT Sud 54.
- Soutien aux projets de valorisation de l'environnement, par l'appui au montage de dossiers et la recherche de financements.
- Aménagement des affluents de la Meurthe (selon la liste et dans les conditions ci-après) :

Ruisseau de la Fontaine Bénite	Rehainviller
Ruisseau Le Chéri	Mont sur Meurthe
Ruisseau des Etangs (se jette dans la Mortagne)	Mont sur Meurthe
La Mortagne	Mont sur Meurthe
Ruisseau St Claude St Antoine	Blainville sur l'eau
Ruisseau du Clos Pré	Damelevières
Ruisseau de Charmois (se jette dans le Chaufontaine)	Charmois

Ruisseau du Corbeau, venant de la Ferme des corbeaux (se jette dans le Chaufontaine)	Barbonville Charmois
Ruisseau des Petites fontaines, à l'entrée de Damelevières venant de Barbonville et du plateau de Saffais (se jette dans le Chaufontaine)	Barbonville Damelevières
Ruisseau du Breuil (se jette dans le Chaufontaine)	Barbonville Damelevières
Ruisseau de Chaufontaine	Charmois Damelevières
Ruisseau du Breuillot Rau	Vigneulles

Cet aménagement, proposé par la ou les commune(s) concernée(s), consiste en des opérations ponctuelles (étude, travaux de restauration), excluant l'entretien courant des ruisseaux.

L'objectif d'un tel aménagement est :

- la protection de l'environnement, des personnes et des biens (notamment la lutte contre les inondations, la restauration des berges, la préservation de la qualité des eaux).

Cet aménagement inclut :

- la maîtrise d'ouvrage par la communauté de communes pour les études et les travaux (incluant notamment les demandes de subventions et les consultations d'entreprises) ;
- la participation financière de la communauté de communes à hauteur des subventions qui lui sont accordées, le résiduel hors taxes restant à la charge de la ou des commune(s) concernée(s).

Les conditions de participation respectives de la communauté de communes du Val-de-Meurthe et de la ou des communes sont définies par convention.

#### Au titre des compétences facultatives

##### Habitat et cadre de vie

- Conduite d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat.
- Mise en place d'une politique d'amélioration de l'habitat en complément des dispositifs traditionnels selon des règlements soumis à l'approbation du conseil communautaire.
- Etude pour la création de logements d'urgence.

##### Environnement

- Collecte des déchets ménagers et assimilés, traitement par tout procédé respectant la législation en vigueur.
- Gestion de la déchetterie située entre Damelevières et Haussenville.

##### Equipements sportifs, socio-culturels et sportifs

##### Action culturelle et socioculturelle

##### Organisation :

- \* de manifestations culturelles intercommunales, (exemple : journées découverte du territoire en 2005) ;
- \* de spectacles professionnels élaborés en partenariat avec les acteurs du territoire de la communauté de communes, avec la participation matérielle et humaine de toutes les communes.
- Diffusion de spectacles professionnels auprès des scolaires, accompagnés d'animations pédagogiques.
- Mise en place d'une politique de soutien ponctuel aux projets culturels intéressant au moins quatre communes, selon des règlements soumis à l'approbation du conseil communautaire.
- Aide financière, accueil et organisation de sessions de formation aux métiers de l'animation :
  - \* pour des personnes résidant sur le territoire de la communauté de communes ;
  - \* ou concernant des actions ayant des retombées pour le territoire.

##### Equipements sportifs

- Gestion, extension et rénovation du gymnase du Haut des Places à Blainville sur l'Eau
- Etude sur les besoins d'utilisation d'équipements sportifs
- Mise en réseau d'infrastructures sportives publiques ou privées, aux normes, en bon état d'entretien et d'utilisation.

Les conditions de mise en réseau sont régies par convention entre la communauté de communes et les propriétaires des équipements. L'entretien courant est à la charge de la communauté de communes, les propriétaires des installations sportives assurant les investissements nécessaires à leur maintien en parfait état de fonctionnement.

##### Action sociale

- Réflexion sur l'extension du service d'accompagnement à la scolarité à toutes les communes du territoire.
- Accueil et permanence d'information juridique pour les familles (CIDF-F).
- Soutien à des actions favorisant les échanges entre les générations, concernant des personnes issues de 4 communes au moins.

##### Autres compétences

- Distribution publique d'énergie électrique à l'exception de la maîtrise d'ouvrage des travaux de premier établissement, de renforcement, d'amélioration et de perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique ; adhésion au syndicat départemental d'électricité.
- Conduite d'études sur l'amélioration des systèmes de transports publics, en lien avec le pays Lunévillois, le conseil général et le conseil régional.
- Conduite d'une politique de communication favorisant la participation des habitants au développement du territoire communautaire :
  - \* création d'un site Internet ;
  - \* publication d'un bulletin d'information communautaire ;
  - \* actions favorisant la communication de la communauté de communes.
- Gestion d'une régie de service d'ouvriers intercommunaux pour :
  - \* assurer un service de propreté des voiries et des avaloirs ;
  - \* réaliser de menus travaux sur le patrimoine intercommunal ;
  - \* assister les communes pour l'entretien des espaces publics et pour divers travaux de maintenance sur le bâti. »

Art. 2. – Les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

**Art. 3.** - Le sous-préfet de Lunéville et la présidente de la communauté de communes du Val-de-Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 1<sup>er</sup> décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

*Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### Extrait de l'arrêté du 7 décembre 2006 modifiant les statuts du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon- Virecourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 3 des statuts du syndicat des eaux et de l'assainissement de Bayon- Virecourt est rédigé ainsi :

« Le syndicat est constitué pour une durée illimitée. »

**Art. 2.** - L'article 4 des statuts du syndicat des eaux et de l'assainissement de Bayon- Virecourt est rédigé ainsi :

« **Art. 4.** - Compétences

Les compétences du syndicat portent sur les études, la construction et la gestion des ouvrages dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement collectif.

**Art. 4.1.** - Compétence « Eau potable »

Le syndicat exerce les compétences suivantes :

- la production de l'eau : prélèvement de l'eau par captage ou pompage, traitement de l'eau, établissement des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- l'achat de l'eau potable en dehors de son périmètre et éventuellement la vente d'eau potable en dehors de son périmètre ;
- l'adduction d'eau : transport et stockage d'eau potable ;
- la distribution de l'eau potable au moyen d'un réseau de canalisations jusqu'aux branchements et aux compteurs des usagers.

Le syndicat peut également :

- réaliser, dans le cadre de conventions, des prestations de service dans les domaines présentant un lien avec la compétence « eau potable », dans le périmètre des communes adhérentes ;
  - assurer tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage de travaux nécessitant une coordination avec des travaux entrepris par le syndicat pour ses propres ouvrages, à la demande d'autres collectivités.
- La défense incendie relève de la compétence et de la responsabilité des communes. Néanmoins, dans la mesure où les besoins pour la défense incendie peuvent être satisfaits par les infrastructures du syndicat, le réseau pourra supporter l'installation de matériel de défense incendie après accord du syndicat et sur demande des communes.

**Art. 4.2.** - Compétence « Assainissement collectif »

Le syndicat exerce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les compétences suivantes :

- la collecte des eaux usées domestiques ;
- le transport des eaux usées domestiques et, au travers des réseaux unitaires, des eaux pluviales ;
- le traitement des eaux usées domestiques et de la part d'eaux pluviales parvenant aux ouvrages d'épuration ;
- la gestion et l'élimination des sous-produits issus du traitement notamment les boues produites.

Le syndicat peut également :

- réaliser, dans le cadre de conventions, des prestations de service dans les domaines présentant un lien avec la compétence « assainissement collectif », dans le périmètre des communes adhérentes notamment en ce qui concerne les eaux pluviales ;
- assurer tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessitant une coordination avec des travaux entrepris par le syndicat pour ses propres ouvrages, à la demande d'autres collectivités ;
- collecter, transporter et traiter des eaux usées domestiques et des eaux pluviales de collectivités extérieures à son périmètre, dans le cas d'interconnexion avec d'autres réseaux ;
- collecter, transporter et traiter des eaux usées en provenance d'entreprises industrielles ou artisanales et d'exploitations agricoles sous réserve de la mise en place par les différentes entreprises ou exploitations de dispositifs du prétraitement pour les effluents autres que de type domestique. »

**Art. 3.** - L'article 7 des statuts du syndicat des eaux et de l'assainissement de Bayon- Virecourt est rédigé ainsi :

« **Art. 7.** - Financement

Le financement du service de l'eau potable et du service de l'assainissement collectif est assuré par les usagers et suivant les dispositions réglementaires en vigueur.

Les modalités de participation financière des communes pour :

- l'extension des réseaux de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées (et pluviales si réseau unitaire) nécessaires à l'urbanisation, la desserte d'habitations, de lotissements ou de zones d'aménagement,
- les travaux de déplacement de canalisations non liés aux besoins du service,
- les travaux d'adaptation du réseau et de ses ouvrages annexes, liés aux travaux de voirie,

- les travaux liés à la défense incendie,
- les travaux expressément demandés par les communes, sont fixées par délibération du comité syndical, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales. »

**Art. 4.** - L'article 8 des statuts du syndicat des eaux et de l'assainissement de Bayon- Virecourt est rédigé ainsi :

« **Art. 8.** - Garantie des emprunts

Lorsque le syndicat sera appelé à contracter un emprunt destiné au financement d'investissements, et dans le cas où l'établissement prêteur demanderait une garantie de remboursement auprès des communes, cette garantie sera répartie entre les communes adhérentes à parts égales. »

**Art. 5.** - Les statuts ci-joints resteront annexés au présent arrêté.

**Art. 6.** - Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal des eaux et de l'assainissement de Bayon Virecourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous préfet de Lunéville,  
Eric MAIRE

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### Sous-préfecture de Toul

#### Extrait de l'arrêté du 20 novembre 2006 concernant la communauté de communes du Tulois et relatif à la modification des statuts dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>.** : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes du Tulois dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

**Art. 2.** : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes du Tulois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 20 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul,  
Philippe GAZAGNES

*Les statuts de la communauté de communes du Tulois annexés sont consultables en sous-préfecture de Toul.*

#### Extrait de l'arrêté relatif à la modification des statuts de la communauté de communes de Hazelle dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>.** : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes de Hazelle dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

**Art. 2.** : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes de Hazelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 8 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul,  
Philippe GAZAGNES

*Les statuts de la communauté de communes de Hazelle annexés sont consultables en sous-préfecture de Toul.*

#### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

#### Extrait de l'arrêté ARH n° 117 / 2006 du 13 décembre 2006 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2006 concernant la polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINSS : 54 0 13224

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>.** : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la polyclinique Majorelle à Nancy à **15 240 €** au titre de sa participation à l'étude nationale de coûts privée.

**Art. 2.** : Selon les dispositions prévues à l'article L.162-22-15 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre 2006. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 13 décembre 2006, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

décembre 2006	montant mensuel de la dotation M.I.G.A.C. à verser
1 mois	15 240 euros

**Art. 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, (Immeuble "les Thiers" 4, rue Piroux - CO 071 - 54036 Nancy CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Art. 4 :** Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Antoine PERRIN

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/117 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du BASSIN LONGWY - N° FINESS E.J. 540 000 866**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup>** – Le montant dû à l'Association Hospitalière du Bassin Longwy au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2ème trimestre 2006 est égal à 3 426 860 €.

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifée à l'activité est égale à 3 302 209 € soit :
  - 2 992 881 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
  - 157 684 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
  - 108 890 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
  - 7 769 € au titre des forfaits techniques ;
  - 3 290 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
  - 31 695 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 86 988 €.
- 3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 37 663 €.

**Art. 2** – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 3 426 860 €.

**Art. 3** – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

**Art. 4** – La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 n°06/118 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS E.J. 540 000 767**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup>** – Le montant dû au Centre Hospitalier de Briey au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2ème trimestre 2006 est égal à 3 841 354 €.

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifée à l'activité est égale à 3 337 950 € soit :
  - 3 029 711 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
  - 129 705 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
  - 108 630 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
  - 26 831 € au titre des forfaits techniques ;
  - 5 635 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
  - 37 438 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 384 282 €.
- 3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 119 122 €.

**Art. 2** – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 3 841 354 €.

**Art. 3** – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

**Art. 4** – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/119 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE - N° FINESS E.J. 540 003 019**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup>** – Le montant dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2ème trimestre 2006 est égal à 3 937 464 €.

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifée à l'activité est égale à 2 709 993 € soit :
  - 2 538 047 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
  - 124 711 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
  - 47 235 € au titre des forfaits techniques ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 1 155 538 €.
- 3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 71 933 €.

**Art. 2** – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 3 937 464 €.

**Art. 3** – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

**Art. 4** – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/120 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY - N° FINESS E.J. 540 002 078**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**AR R E T E**

**Art. 1<sup>er</sup>** – Le montant dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2ème trimestre 2006 est égal à 32 902 956 €.

Ce montant se décompose de la façon suivante :

- 1) la part tarifée à l'activité est égale à 25 973 307 € soit :
  - 23 352 887 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;
  - 1 950 612 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
  - 112 463 € au titre des actes et consultations externes urgence ;
  - 331 145 € au titre des forfaits techniques ;
  - 17 534 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
  - 114 924 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 93 742 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
- 2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 4 950 797 €.
- 3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 1 978 852 €.

**Art. 2** – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 32 902 956 €.

**Art. 3** – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

**Art. 4** – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/121 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de JOEUF - N° FINESS E.J. 540 000 882**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le montant dû à l'Association Hospitalière de JOEUF au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2006 est égal à 268 407 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

La part tarifiée à l'activité est égale à 268 407 € soit :

- 162 633 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;

- 105 774 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) ; HAD ;

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 268 407 €.

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale

de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur adjoint,

Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/122 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques Parisot à Bainville - N° FINESS E.J. 540 000 668**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le montant dû au Centre Jacques Parisot à Bainville au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2006 est égal à 126 686 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

La part tarifiée à l'activité est égale à 126 686 € soit :

- 126 686 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT) ; HAD ;

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 126 686 €.

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale

de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur adjoint,

Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/123 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS E.J. 540 000 080**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le montant dû au Centre Hospitalier de Lunéville au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2006 est égal à 2 107 203 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1) la part tarifiée à l'activité est égale à 2 066 551 € soit :

- 1 954 989 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;

- 50 325 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

- 38 852 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

- 4 050 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

- 18 335 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 28 585 €

3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à 12 067 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 2 107 203 €.

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale

de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur adjoint,

Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/124 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS E.J. 540 000 031**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le montant dû à la Maternité Régionale au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2006 est égal à 3 012 682 €.

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1) la part tarifiée à l'activité est égale à 3 005 712 € soit :

- 2 756 540 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;

- 243 144 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

- 215 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

- 5 537 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

- 276 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 4 282 €

3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 2 688 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 3 012 682 €.

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale

de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Le directeur adjoint,

Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/125 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson - N° FINESS E.J. 540 000 106**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le montant dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2006 est égal à 800 664 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1) la part tarifiée à l'activité est égale à 799 956 € soit :

- 683 509 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;

- 58 103 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

- 37 281 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

- 952 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

- 20 111 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 509 €

3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à 199 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 800 664 €.

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/126 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à Nancy - N° FINESS E.J. 540 020 112**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le montant dû au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2ème trimestre 2006 est égal à 2 158 858 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1) la part tarifée à l'activité est égale à 1 962 934 € soit :

- 1 768 282 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;

- 185 723 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

- 8 929 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 23 955 €

3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 171 969 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 2 158 858 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/127 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy - N° FINESS E.J. 540 000 122**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le montant dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2ème trimestre 2006 est égal à 184 425 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

La part tarifée à l'activité est égale à 184 425 € soit :

- 183 632 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;

- 793 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 184 425 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N°06/128 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS E.J. 540 000 049**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le montant dû au CENTRE HOSPITALIER de TOUL au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2ème trimestre 2006 est égal à 1 535 930 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1) la part tarifée à l'activité est égale à 1 446 706 € soit :

- 1 262 870 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;

- 78 026 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

- 76 030 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

- 2 089 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

- 27 691 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 4 698 €

3) la part des produits et prestations mentionnés au même article est égal à 84 526 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 1 535 930 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 06/129 du 18 août 2006 fixant les recettes d'activité du deuxième trimestre 2006 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de BACCARAT- N° FINESS E.J. 540 014 081**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le montant dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2ème trimestre 2006 est égal à 47 854 €

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1) la part tarifée à l'activité est égale à 45 787 € soit :

- 45 787 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments ;

2) la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à 2 067 €

Art. 2 – Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de 47 854 €

Art. 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 – La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,  
Le directeur adjoint,  
Jean-François LHUILLIER

**Extrait de l'arrêté n° 20 du 6 décembre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du centre psychothérapique de Nancy-Laxou**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – La composition du conseil d'administration du centre psychothérapique de Nancy-Laxou est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration  
- M. Yves WILLER, maire de Mont sur Meurthe, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général  
- M. Jean-Marie ULRICH, fin du mandat en mars 2007,  
- M. Claude GUILLERME, maire de Laxou, fin du mandat en mars 2007,  
- M. Alain CASONI, fin du mandat en mars 2007,  
- Mme Dominique OLIVIER, fin du mandat en mars 2007,  
- M. Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal  
- M. Didier VADOT, représentant la commune de Laxou, fin du mandat mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil régional  
- Mme Claudine BARTHELEMY, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Le président et le vice-président de la CME  
- Président : M. le docteur Jean-Pascal PAREJA, praticien hospitalier,

fin du mandat le 3 avril 2007,

- Vice-Président : M. le docteur Philippe MORET, praticien hospitalier, chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.

**6 Deux autres membres de la CME**

- M. le docteur Didier BEAU, praticien hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,

- M. le docteur Claude DEMOGEOT, praticien hospitalier, chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.

**7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- M. Pascal BACROIX en remplacement de M. Pascal NICOLLE, infirmier, fin du mandat en avril 2008.

**8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- M. Luc FERRETTI, infirmier, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,

- M. Michel COLLIN, cadre de santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,

- M. Claude ROMBACH, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- M. Henri BRUGIERE, vice-président de l'association « La soupe pour les sans abri », fin du mandat en juin 2007,

- M. Jean-Paul SCHLITZER, médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2007.

- Mme Sidonie BAUDOT, infirmière libérale, fin du mandat en avril 2007

**10 Deux représentants des usagers**

- M. André MARCHAND, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), fin du mandat en avril 2007,

- M. Pascal HOULNE, directeur général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), fin du mandat en avril 2007,

- M. VIRION Michel, représentant l'AFTOC (Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs), fin du mandat en décembre 2009.

**Art. 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 19 du 9 octobre 2006.

**Art. 3.-** : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre psychothérapique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 6 décembre 2006

Le directeur de l'agence  
régionale de l'hospitalisation,  
Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

**Extrait de l'arrêté n° 21 du 5 décembre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

**ARRETE**

**Art. 1er.-** : La composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port est fixée comme suit :

**1** Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration  
M. Luc BINSINGER, maire de la commune de Saint Nicolas de Port, fin du mandat en mars 2007.

**2** Trois représentants du conseil municipal  
Mme Josette LECOMTE, adjointe au maire de Saint Nicolas de Port, fin du mandat en mars 2007,  
M. Patrick LAUGEL, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,  
M. Georges MIKULA, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.

**3** Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée  
Mme Marie-Laure DEMONTE, représentant la commune de Rosières aux Salines, fin du mandat en mars 2007,  
Mme Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de Dombasle sur Meurthe, fin du mandat en mars 2007.

**4** Un représentant du conseil général  
M. PISSENNEM Jean-Claude, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.

**5** Un représentant du conseil régional  
Mme DUCAMIN Solange, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.

**6** Le président et le vice président de la CME  
Président : M. le docteur Gilles CAHEN, psychiatre des hôpitaux et praticien hospitalier, fin du mandat en mars 2007,  
Vice-Président : Mme le docteur Florence PERREIN, médecin, fin du mandat en mars 2007.

**7** Deux autres membres de la CME  
M. le docteur Jacques NEYROUD, praticien hospitalier – chef de service, fin du mandat en mars 2007,

M. le docteur Pierre WOURMS, praticien hospitalier, fin de mandat en mars 2007.

**8** Un membre de la commission du service de soins infirmiers  
Mme MAFIOLY Christine, cadre de santé, fin du mandat en juin 2007.

**9** Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Mme Henriette SALTEL-ISELLA, infirmière et représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,

Mme BEYDON Nadine, agent administratif représentant le syndicat FO, fin du mandat le 31 décembre 2007,

M. Daniel VILLAUME, infirmier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.

**10** Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

M. Jean DEMETTRE, personne qualifiée, fin du mandat en mars 2007,

M. le docteur Christophe LAINE, médecin généraliste, fin du mandat en septembre 2007,

M. Paul LETE, masseur-kinésithérapeute, fin du mandat en mars 2008.

**11** Deux représentants des usagers

Mme Marie-Louise DOUBLIEZ, représentant l'Union des Amis et Familles de Malades Mentaux (UNAFAM), fin du mandat en juin 2007,

Mme Gisèle VAUTRIN, représentant l'association ALZHEIMER 54, fin du mandat en novembre 2007,

Mme Nicole DOLLER, représentant l'association ESPOIR 54, fin du mandat en mai 2007.

**12** Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée

Mme DEBIEMME Edwige, fin du mandat en octobre 2011.

**Art. 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 20 du 13 juin 2006

**Art. 3.-** : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 5 décembre 2006

Le directeur de l'agence régionale  
de l'hospitalisation de Lorraine,  
Antoine PERRIN

*Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*

**Extrait de la délibération n°146/06 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine, autorisant le directeur à signer le bail concernant le contrat de location de nouveaux locaux au 22<sup>ème</sup> étage de la tour Thiers à Nancy**

**DECIDE**

d'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer le bail concernant le contrat de location de nouveaux locaux au 22<sup>ème</sup> étage de la tour Thiers à Nancy.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle, conformément à l'article R. 6115-7 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 28 novembre 2006

Le président de la commission exécutive,  
Antoine PERRIN

**Extrait de la délibération n°147/06 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine, autorisant le directeur à signer le bail concernant le contrat de location de nouveaux locaux au 2<sup>ème</sup> étage sous-sol de la tour Thiers à Nancy**

**DECIDE**

d'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer le bail concernant le contrat de location de nouveaux locaux au 2<sup>ème</sup> sous-sol de la tour Thiers à Nancy.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle, conformément à l'article R. 6115-7 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 28 novembre 2006

Le président de la commission exécutive,  
Antoine PERRIN

**Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle**

**Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.14 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Vandoeuvre-les-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** – La SARL Cartables et Trotinettes, sise 58 rue Raymond Poincaré à Vandoeuvre-les-Nancy, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;

Soutien scolaire.

- Mode d'intervention : Prestataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.



Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

La SARL Cartables et Trotinettes s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Fait à Nancy, le 10 octobre 2006

Pour Le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.15 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Batilly**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – L'Entreprise Individuelle SUCCESS, sise 1 place Sainte-Barbe à Batilly, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Assistance informatique et Internet à domicile ;

Soutien scolaire.

- Mode d'intervention : Prestataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'Entreprise Individuelle SUCCESS s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Fait à Nancy, le 10 octobre 2006

Pour Le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté n° 2006-1.54.16 portant agrément simple d'un organisme de services à la personne à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – L'Entreprise Individuelle SOUTIEN SCOLAIRE A DOMICILE, sise 17/19 rue Raymond Poincaré à Nancy, est agréée simple pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

Soutien scolaire.

- Mode d'intervention : Prestataire.

- Zone d'intervention : Territoire national.

Art. 2 – Le présent agrément est valable cinq ans. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

L'Entreprise Individuelle SOUTIEN SCOLAIRE A DOMICILE s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

Fait à Nancy, le 10 octobre 2006

Pour Le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2006 accordant la qualité de SCOP à la société Urbanéo Concept située à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1 : La société URBANEO CONCEPT demanderesse visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

Art. 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Art. 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;

2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Art. 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet chargé des affaires économiques, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la Répression des Fraudes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 5 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).*

**Direction départementale des affaires sanitaires et sociales**

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 4065 portant habilitation de l'hôpital local intercommunal 3 H santé de Cirey-sur-Vezouze en tant que centre de vaccinations**

Extrait de l'arrêté du 19 décembre 2005 fixant le contenu des dossiers accompagnant les demandes d'habilitation présentées en application des articles D.3111-23, D. 3112-7, D.3112-13 et D.3121-39 du code de la santé publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

Art. 1 : L'hôpital local intercommunal 3 H santé - 62 rue Raymond Poincaré 54480 Cirey-sur-Vezouze est habilité en tant que : **centre de vaccinations**

L'implantation du centre pour chaque site est précisée dans l'annexe du présent arrêté.

La présente habilitation a pour objet de permettre à l'hôpital local intercommunal 3 H santé d'exercer, pour le compte de l'Etat, pour les usagers, l'activité suivante :

Les vaccinations obligatoires et les vaccinations recommandées mentionnées dans le calendrier vaccinal prévu à l'article L.3111-1 du code de la santé publique.

Art. 2 : Cette habilitation est accordée par une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Art. 3 : Une convention entre le représentant de l'Etat dans le département et l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement de cette mission.

Art. 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants :

- articles D3111-23 et D3111-25 pour les vaccinations.

Le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement de se conformer à ces obligations, et retirer l'habilitation, en vertu de l'article D 3111-26.

Art. 5 : le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'hôpital local intercommunal 3 H santé et publié aux recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 7 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

Lieux d'implantation des centres de vaccinations de l'hôpital local

intercommunal 3 H santé - centres de vaccinations

Hôpital local de Cirey-sur-Vezouze

62 rue Raymond Poincaré - 54480 Cirey-sur-Vezouze

Hôpital local de Blâmont

17 rue de la Voie - 54540 Blâmont

Maison de retraite de Badonviller

2 rue Faubourg de France - 54540 Badonviller

**Service actions et établissements de santé**

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 871/06 du 4 décembre 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation N° 54-79**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1 : L'arrêté du 30 janvier 2001, modifié le 7 février 2002 et le 8 février 2005, autorisant le fonctionnement, sous le numéro 54-79, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 22, avenue Patton à JARNY (54800) au sein de la SELARL « Laboratoires du Val de Meuse » est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale

22 Avenue Patton

54800 JARNY

exploité au sein de la SELCA "Laboratoires du Val de Meuse" dont le siège social est situé 4 place Saint-Paul à VERDUN (55100)



Directeur : Monsieur Damien BOURGAUX, Pharmacien biologiste  
Pour les actes d'immunologie, biochimie, parasitologie, bactériologie, hématologie, hormonologie ;

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à Monsieur Damien BOURGAUX ; SELCA « Laboratoires du Val de Meuse » ; Société d'Avocats GIRAULT & ASSOCIES ; au Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; à la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (inspection de la pharmacie) ; au Maire de JARNY ; au Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ; à la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meuse ; au Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ; au Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ; au Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 4 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur,  
Michèle HERIAT

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 876/06 du 7 décembre 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale autorisation n° 54-76**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1 : L'arrêté du 4 janvier 1999, modifié le 2 avril 2001, portant autorisation le fonctionnement, sous le n° 54-76, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 17 rue Foch à VILLERUPT (54190) est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale  
17, rue Foch  
54190 VILLERUPT

exploité au sein de la SELCA "EVOLAB" dont le siège social est situé 93 rue du Président Roosevelt à YUTZ (57970)

Directeur : Madame Evelynne ACKERMANN, Pharmacien biologiste  
Pour les actes d'immunologie, biochimie, parasitologie, bactériologie, hématologie, hormonologie.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont un exemplaire sera adressé à Madame Evelynne ACKERMANN ; SELCA EVOLA, au Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé, à la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales (Inspection de la Pharmacie, au Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens, à la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Moselle, au Maire de VILLERUPT, au Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY, à la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY, au Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 7 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des  
affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur,  
Michèle HERIAT

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 877/06 du 7 décembre 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-07**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1 : L'arrêté modifié du 27 mai 1981 autorisant le fonctionnement sous le numéro 54-07 du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 29 rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON (54700), est modifié comme suit, du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 juillet 2007 :

Raison sociale :  
Laboratoire d'analyses de biologie médicale François VERDIER  
29 rue Saint-Laurent  
54700 PONT-A-MOUSSON

exploité au sein de la SELARL BIO LOGIC dont le siège social est situé 11 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000).

Directeur : Monsieur Jean-François VERDIER, Pharmacien biologiste  
Pour les actes d'immunologie, biochimie, bactériologie, hématologie, virologie, hormonologie, prélèvements de sang veineux.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation

sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à : Monsieur Jean-François VERDIER ; SELARL BIO LOGIC ; Société d'Avocats ELIDE ; Monsieur le directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; Madame la directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ; Madame la directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle ; Monsieur le maire de PONT-A-MOUSSON ; Monsieur le président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens, section G ; Monsieur le directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ; Madame la directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ; Monsieur le directeur départemental des archives.

Nancy, le 7 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des  
affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur,  
Michèle HERIAT

*Service cohésion sociale*

**Extrait de l'arrêté n° 3836 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Foyer de Jeunes » géré par l'association Clair Logis**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise des résultats 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	62 000	409 144,18
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	249 005,87	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	98 138,31	
	Déficit 2004 repris	0	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	405 390,18	409 144,18
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	3 754	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2004 repris	0	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Clair Logis est fixée à 405 390,18 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 33 782,51 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Clair Logis gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 9 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3860 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise des résultats de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	567 313,97	4 748 879,55
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	3 581 792,50	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	599 773,08	
	Déficit 2004 repris	0	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	4 294 986,17	4 748 879,55
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	251 238,97	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	202 654,41	
	Excédent 2004 repris	0	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S. est fixée à 4 294 986,17 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 357 915,51 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire des établissements concernés.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 9 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3861 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active intégrant la reprise des résultats de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	32 595	1 166 426,10
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	918 007,51 dont 13 272 de crédits non reconductibles	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	195 774,17 dont 20 217,17 de crédits non reconductibles	
	Déficit 2004 repris	20 049,42	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	1 148 998,10	1 166 426,10
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	17 428	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2004 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à 1 148 998,10 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 95 749,84 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, la fraction forfaitaire est ramenée à 92 959,08 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoy gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 9 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3863 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise des résultats de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	65 278	1 765 991,71
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 076 994,71	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	623 719	
	Déficit 2004 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	1 537 897,58	1 765 991,71
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	176 820	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	26 847	
	Excédent 2004 repris	24 427,13	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à 1 537 897,58 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 128 158,13 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoy gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 9 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3864 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de la Libération - géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant les résultats de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	178 056	1 239 826
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	837 927	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	223 843	
	Déficit 2004 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	922 762,39	1 239 826
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	293 284	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2004 repris	23 779,61	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à 922 762,39 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006. En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 76 896,87 euros.

**Art. 3** : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6** : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 9 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3865 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active intégrant les résultats de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	27 112	456 431,13
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	365 161,29	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	59 879	
	Déficit 2004 repris	4 278,84	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	451 705,13	456 431,13
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	4 726	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 2004 repris	-	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à 451 705,13 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 37 642,09 euros.

**Art. 3** : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6** : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 9 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3882 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise des résultats 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 507	567 082,67
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	327 027,27	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	192 548,40	
	Déficit 2004 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	538 531,67	567 082,67
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	21 600	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	6 951	
	Excédent 2004 repris	-	

**Art. 2** : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association C.E.F.R. est fixée à 538 531,67 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 44 877,64 euros.

**Art. 3** : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Art. 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association C.E.F.R. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Art. 6** : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 15 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3884 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise des résultats arrêtés de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 000	379 805,54
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	272 784,54	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	59 144 dont 8 900€ de crédits non reconductibles	
	Déficit 2004 repris	6 877	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	333 534,54	379 805,54
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	40 000	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	6 271	
	Excédent 2004 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.S.L.O.R.A.L. est fixée à 333 534,54 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 27 794,55 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, la fraction forfaitaire est ramenée à 27 052,87 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.S.L.O.R.A.L. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 17 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3888 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE » géré par l'association Le Gîte Familial**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise des résultats arrêtés de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	171 309	957 782,45
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	641 158,67	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	132 565,81 dont 8 628€ de crédits non reconductibles	
	Déficit 2004 repris	12 748,97	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	873 458,45	957 782,45
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	36 766	

	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	47 558	
	Excédent 2004 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 873 458,45 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 72 788,20 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, la fraction forfaitaire est ramenée à 72 069,20 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 17 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3889 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'adaptation à la vie active « Ateliers 18 » géré par l'association Le Gîte Familial**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active intégrant la reprise des résultats arrêtés de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 281	523 220,57
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	427 697,69	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	51 583,17 dont 18 253€ de crédits non reconductibles	
	Déficit 2004 repris	21 658,71	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	492 808,57	523 220,57
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	11 759	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	18 653	
	Excédent 2004 repris	-	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 492 808,57 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 41 067,38 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, la fraction forfaitaire est ramenée à 39 546,29 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 17 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3896 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise des résultats arrêtés de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	48199	428 143,74
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	301 444,74	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	78 500	
	Déficit 2004 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	380 541,99	428 143,74
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	18 500	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	29 083	
	Excédent 2004 repris	18,75	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 380 541,99 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 31 711,83 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 17 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3897 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise des résultats arrêtés de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 400	217 195,02
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	185 893,88	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	20 901,14	
	Déficit 2004 repris	-	

Recettes	Groupe I : produits de la tarification	187 327,46	217 195,02
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	10 592,91	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	14 541,54	
	Excédent 2004 repris	4 733,11	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 187 327,46 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 15 610,62 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - co n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 17 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3898 fixant pour l'année 2005 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Point d'accueil et d'urgence sociale de Brier géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale de Brier intégrant la reprise des résultats arrêtés de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 400	169 291,08
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	132 485,34	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	26 405,74	
	Déficit 2004 repris	-	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	154 721,31	169 291,08
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	14 541,54	
	Excédent 2004 repris	28,23	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Brier géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 154 721,31 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 12 893,44 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54 036 Nancy cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 17 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

**Extrait de l'arrêté n° 3904 modifiant l'arrêté n° 3860 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté n° 3860 du 9 novembre 2006 sont modifiés comme suit :

« **Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale intégrant la reprise des résultats de l'exercice 2004 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	567 313,97	4 783 549,55
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	3 616 462,50 dont 34 670€ de crédits non reconductibles	
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	599 773,08	
	Déficit 2004 repris	0	
Recettes	Groupe I : produits de la tarification	4 329 656,17	4 783 549,55
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	251 238,97	
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	202 654,41	
	Excédent 2004 repris	0	

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S. est fixée à 4 329 656,17 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 360 804,68 euros.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à 357 915,51 euros.

**Article 3 :** Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2. »

Le reste sans changement.

**Art. 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 23 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
Christiane PERNET

Service solidarité autonomie

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4008 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Lilas » de JARNY gérée par l'association HOSPITALOR**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Lilas » située 65 rue Emile Zola 54 800 JARNY et gérée par l'association HOSPITALOR

N° FINESS : 540000775

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 060	455 996,47
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	414 430,36	

	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	38 506,11	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	455 996,47 arrondi à 455 996	455 996,47
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
		0	

**Art. 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite « Les Lilas » à JARNY est modifiée soit 455 996 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 26,91 €

GIR 3 et 4 : 19,71 €

GIR 5 et 6 : 13,37 €

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association HOSPITALOR, gestionnaire de la maison de retraite « Les Lilas » de JARNY.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4009 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de JOUDREVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Bruyères" - Rue de la Piscine 54 490 JOUDREVILLE. N° FINESS : 540019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 786,68	434 811,74
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	355 353,33	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	71 671,73	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	357 397,75 arrondi à 357 398	434 811,74
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	77 413,99	

**Art. 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (excédent) pour un montant de : 77 413,99 euros d'excédent.

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de JOUDREVILLE est modifiée soit : 357 398 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 15,19 €

GIR 3 et 4 : 10,62 €

GIR 5 et 6 : 6,05 €

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de JOUDREVILLE.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4010 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Jean-François Fidry" de LABRY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "Jean-François Fidry" - 26 rue Roland Daret 54 800 LABRY.  
N° FINESS : 540002581  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 098,58	547 690,80
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	477 189,19	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	59 403,03	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	546 104,99 arrondi à 546 105	547 690,80
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	1 585,81	

**Art. 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 1 585,81 euros d'excédent.

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de LABRY est modifiée soit : 546 105 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 28,63 €

GIR 3 et 4 : 21,14 €

GIR 5 et 6 : 13,81 €

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LABRY.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4011 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de MARS LA TOUR**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite de MARS LA TOUR - 70 rue de Metz 54 800 MARS LA TOUR  
N° FINESS : 540002615  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 936	591 417,58
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	519 136,06	

Recettes	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	57 657	591 417,58
	Déficit reporté	688,52	
	Groupe I Produits de la tarification	591 417,58 arrondi à 591 418	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

**Art. 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 688,52 euros de déficit.

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de MARS LA TOUR est modifiée soit 591 418 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 33,75 €

GIR 3 et 4 : 24,60 €

GIR 5 et 6 : 15,44 €

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de MARS LA TOUR.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4012 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de LONGUYON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" - 29 rue Louis Quinquet BP 79 54 260 LONGUYON. N° FINESS : 540000791

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 500	552 387,31
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	416 881,80	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	90 005,51	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	552 387,31 arrondi à 552 387	552 387,31
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

**Art. 2 :** Le clapet anti-retour d'un montant de 11 645,15 euros est apuré.

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de LONGUYON est modifiée soit : 552 387 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit : 18,25 €

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LONGUYON.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4013 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de LONGWY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de LONGWY - 2 rue Saint Louis 54 400 LONGWY.

N° FINESS : 540002607

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	33 000	564 573,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	431 607,82	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	99 965,62	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	564 573,44 arrondi à <b>564 573</b>	564 573,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Le clapet anti retour d'un montant de 11 375,54 est apuré.

Art. 3 : Le forfait global de soins 2006 de la maison de retraite de LONGWY est modifié soit 564 573 €.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit : 14,11 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de LONGWY.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4014 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de BAYON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue 54 290 BAYON.

N° FINESS : 540003134

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 724	1 528 405,14
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 440 594,71	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	48 097	
	Déficit reporté	29 989,43	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 528 405,14 arrondi à 1 528 405	1 528 405,14
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 29 989,43 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de BAYON est modifiée soit : 1 528 405 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,44 €

GIR 3 et 4 : 26,39 €

GIR 5 et 6 : 17,35 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de BAYON.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4015 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Fontaine de Lincourt » gérée par le centre communal d'action social de EINVILLE AU JARD**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » Rue du Puits Gros Yeux 54 370 EINVILLE AU JARD gérée par le centre communal d'action social de EINVILLE AU JARD

N° FINESS : 540013315

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 100	256 128,01
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	211 744,01	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	42 284	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	253 790,00	256 128,01
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	2 335,20	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2,81	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2,81 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » à EINVILLE AU JARD est modifiée soit 253 790 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 23,62 €

GIR 3 et 4 : 17,62 €

GIR 5 et 6 : 11,63 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » de EINVILLE AU JARD.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4016 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sœur Julie" de GERBEVILLER**



Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sœur Julie" - 14 rue Maurice Barrès 54 830 GERBEVILLER.

N° FINESS : 540002573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 542	945 999,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	850 455,99	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	91 002	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	933 117,40 arrondi à 933 117	945 999,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	12 882,59	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 12 882,59 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de GERBEVILLER est modifiée soit 933 117 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 30,45 €

GIR 3 et 4 : 21,82 €

GIR 5 et 6 : 13,18 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GERBEVILLER.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4018 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "St Joseph" à ESSEY-LES-NANCY gérée par la fondation Vincent de Paul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "St Joseph" - Le Bas Château 2 rue de Dommarmont 54 270 ESSEY-LES-NANCY. N° FINESS : 540008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 763	771 582,55
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	675 531,55	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	90 288	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	771 582,55 arrondi à 771 583	771 582,55
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY est modifiée soit : 771 583 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 22,92 €

GIR 3 et 4 : 17,26 €

GIR 5 et 6 : 11,61 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4019 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de JARVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Haut du Bois" - 25 avenue du Général de Gaulle 54 140 JARVILLE.

N° FINESS : 540012838

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 389,61	352 977,91
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	287 738,3	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	62 850	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	338 977,91 arrondi à 338 978	352 977,91
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	14 000	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 14 000 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE est modifiée soit : 338 978 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 19,45 €

GIR 3 et 4 : 14,55 €

GIR 5 et 6 : 9,64 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4020 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée "L'Oseraie" à LAXOU**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite "L'Oseraie" - 27 rue de Maréville 54 520 LAXOU.  
N° FINESS : 540014008  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 182	315 418,92
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	264 830,49	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	44 406,43	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	315 271,01 arrondi à 315 271	315 418,92
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	147,91	

**Art. 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 147,91 euros d'excédent.

**Art. 3** : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est modifiée soit : 315 271 €  
Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 23,67 €

GIR 3 et 4 : 18,00 €

GIR 5 et 6 : 12,34 €

**Art. 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4021 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de LUDRES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" 50 rue de la Gare BP 20 54 712 LUDRES

N° FINESS : 540003142

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 533	1 028 120,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	916 039,39	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	99 500	
	Déficit reporté	6 048,47	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 028 120,99 arrondi à 1 028 121	1 028 120,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

**Art. 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 6 048,47 euros de déficit.

**Art. 3** : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est modifiée soit : 1 028 121 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 26,67 €

GIR 3 et 4 : 18,99 €

GIR 5 et 6 : 11,31 €

**Art. 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4023 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre maison" de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre maison" - 52 rue des Jardiniers 54 052 NANCY CEDEX.

N° FINESS : 540004520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 000	953 780,30
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	862 048,52	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	84 731,78	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	923 669,51 arrondi à 923 670	953 780,30
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	500	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	29 610,79	

**Art. 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 29 610,79 € d'excédent.

**Art. 3** : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Notre maison" de NANCY est modifiée soit : 923 670 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 21,06 €

GIR 3 et 4 : 15,69 €

GIR 5 et 6 : 10,32 €

**Art. 4** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre maison" de NANCY.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4024 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma maison" de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Ma maison" 119 avenue de la Strasbourg 54 000 NANCY  
N° FINESS : 540008208  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 936	288 146,15
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	214 210,21	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	61 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	288 146,15 arrondi à 288 146	288 146,15
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Ma maison" de NANCY est modifiée soit : 288 146 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit 10,96 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma maison" de NANCY.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4025 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Saint Joseph » gérée par Doctrine Chrétienne à NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Saint Joseph » gérée par la congrégation Doctrine Chrétienne située 113 avenue de Strasbourg 54 000 NANCY  
N° FINESS : 540003498  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 435,56	596 997,45
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	587 889,89	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 672	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	596 997,45 arrondi à 596 997	596 997,45
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 3 672 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite « St Joseph » à NANCY est modifiée soit 596 997 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 21,38 €

GIR 3 et 4 : 15,63 €

GIR 5 et 6 : 9,88 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY

CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la congrégation Doctrine Chrétienne, gestionnaire de la maison de retraite « Saint Joseph » de NANCY.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4026 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" - 14 rue du Chanoine Jacob 54 000 NANCY.  
N° FINESS : 540003118  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 750	743 622,98
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	640 872,98	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	90 000	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	741 621,32 arrondi à 741 621	743 622,98
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2 001,66	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 2 001,66 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est modifiée soit : 741 621 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 19,01 €

GIR 3 et 4 : 14,31 €

GIR 5 et 6 : 9,61 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Saint Rémy à NANCY.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4027 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" - 53.rue du Général Hoche 54 000 NANCY.

N° FINESS : 540002656

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 000	467 670,46

	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	400 444,80	467 670,46
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	65 225,66	
	Déficit reporté	0	
	Groupe I Produits de la tarification	456 761,23 arrondi à 456 761	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
Recettes	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	467 670,46
	Excédent reporté	10 909,23	

**Art. 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 10 909,23 euros d'excédent.

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : 456 761 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 19,79 €

GIR 3 et 4 : 15,08 €

GIR 5 et 6 : 10,37 €

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Simon Bénichou à NANCY.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4028 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" 35 rue Victor Prouvé 54 000 NANCY.

N° FINESS : 540008372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 222	559 721,37
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	482 499,37	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	67 000	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	554 282,60 arrondi à 554 283	559 721,37
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	5 438,77	

**Art. 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 5 438,77 euros de déficit.

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est modifiée soit : 554 283 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 24,54 €

GIR 3 et 4 : 18,68 €

GIR 5 et 6 : 12,83 €

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Saint Sauveur à NANCY.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4029 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de PULNOY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" 34 rue de Saulxures 54 425 PULNOY

N° FINESS : 540004512

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 800	629 807,35
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	560 992,35	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	65 015	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	629 807,35 arrondi à 629 807	629 807,35
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

**Art. 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

**Art. 3 :** La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite Les Sablons de PULNOY est modifiée soit : 629 807 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 33,01 €

GIR 3 et 4 : 23,55 €

GIR 5 et 6 : 14,00 €

**Art. 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Les Sablons de PULNOY.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4030 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de ROSIERES-AUX-SALINES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Rue du Paquis des Toiles BP 9 54 110 ROSIERES-AUX-SALINES N° FINESS : 540002466

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	95 757	1 432 644
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 305 887	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	31 000	
	Déficit reporté	0	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 432 565	1 432 644
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	78,86	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 78,86 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est modifiée soit : 1 432 565 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 39,84 €

GIR 3 et 4 : 22,74 €

GIR 5 et 6 : 17,40 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4031 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Famille" de VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Famille" - 17 rue du Bois le Duc 54 500 VANDOEUVRE LES NANCY.

N° FINESS : 540003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 312	255 956,12
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	211 890,12	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	41 754	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	255 956,12 arrondi à 255 956	255 956,12
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite La Sainte Famille de VANDOEUVRE LES NANCY est modifiée soit : 255 956 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit : 13,62 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite La Sainte Famille à VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4032 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée "Les Grands Jardins" à COLOMBEY-LES-BELLES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" - 4 rue de la Gare 54 170 COLOMBEY-LES-BELLES.

N° FINESS : 540012994

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 291	414 254,04
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	342 724,65	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	42 749	
	Déficit reporté	26489,39	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	414 254,04 arrondi à 414 254	414 254,04
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 26 489,39 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES est modifiée soit : 414 254 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 28,72 €

GIR 3 et 4 : 22,06 €

GIR 5 et 6 : 15,19 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY LES BELLES.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4033 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de HARQUE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" 1 chemin d'Ormes 54 740 HARQUE

N° FINESS : 540019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	82 986,85	634 815,63
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	508 328,78	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	43 500	
		0	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	634 815,63	634 815,63
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ est modifiée soit 726 768 euros dont 91 952 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 23,68 €

GIR 3 et 4 : 19,11 €

GIR 5 et 6 : 14,54 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4034 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Centre Brancion de ROYAUMEIX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de ROYAUMEIX - 11 rue Carnot 54 200 ROYAUMEIX.

N° FINESS : 540018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 901	570 245
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	497 493	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	70 851	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	552 098	570 245
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	18 147	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 18 146,79 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de ROYAUMEIX est modifiée soit 552 098 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 28,93 €

GIR 3 et 4 : 23,08 €

GIR 5 et 6 : 17,22 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROYAUMEIX.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4035 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de SAINT FIRMIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" 5 rue de la Barre 54 930 SAINT FIRMIN

N° FINESS : 540008539

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 300	464 765,54
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	400 914,15	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	62 551,39	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	464 193,04 arrondi à 464 193	464 765,54
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	572,50	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 572,50 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT FIRMIN est modifiée soit : 464 193 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 21,61 €

GIR 3 et 4 : 16,76 €

GIR 5 et 6 : 11,90 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT FIRMIN.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4036 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de VEZELISE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE - rue Notre Dame BP 2 54 330 VEZELISE.

N° FINESS : 540002342

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 236,94	615 457,74
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	476 227,05	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	82 993,75	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	569 778,86	615 457,74
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	45 678,88	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : Le forfait global de soins 2006 de la maison de retraite de VEZELISE est modifié soit 589 765 € dont 19 986,21 € de contribution de l'assurance maladie au titre de l'article 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit : 18,52 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de VEZELISE.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4038 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Iris » de ONVILLE gérée par l'association HOSPITALOR**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Iris » située 8 Grand Rue BP 1 54 890 ONVILLE et gérée par l'association HOSPITALOR

N° FINESS : 540003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 000	436 640,83
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	384 716,87	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	50 923,96	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	436 640,83 arrondi à 486 641	436 640,83
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite « Les Iris » à ONVILLE est modifiée soit 436 641 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 22,48 €

GIR 3 et 4 : 16,77 €

GIR 5 et 6 : 11,06 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association HOSPITALOR, gestionnaire de la maison de retraite « Les Iris » de ONVILLE.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4039 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome Saint François d'Assise de PONT A MOUSSON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite St François d'Assise 69 rue Général Leclerc 54 700 PONT A MOUSSON N° FINESS : 540002623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 550	713 944,03
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	602 894,03	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	102 500	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	674 549,54 arrondi à 674 550	713 944,03
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	7 572	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	31 822,49	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 31 822,49 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite St François d'Assise de PONT A MOUSSON est modifiée soit 674 550 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifiée soit :

GIR 1 et 2 : 23,03 €

GIR 3 et 4 : 16,33 €

GIR 5 et 6 : 9,63 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite St François d'Assise de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 6 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4040 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de THIAUCOURT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Sainte Sophie 2 rue Henri Poulet BP 17 54 470 THIAUCOURT N° FINESS : 540002631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 000	748 227,77
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	593 318,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	104 909,04	
		0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	748 227,77	748 227,77
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	

	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 de la maison de retraite de THIAUCOURT est modifiée soit 818 228 euros dont 70 000 euros de contribution d'assurance maladie au titre de l'art. 30 du décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 26,94 €

GIR 3 et 4 : 20,76 €

GIR 5 et 6 : 14,58 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de THIAUCOURT.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4043 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins du Centre Germaine MARCHAL de NANCY géré par l'Office d'Hygiène Social de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses de l'établissement ci-dessous désigné :

Centre Germaine Marchal - Centre Jacques Parisot 78 rue Jacques Callot 54 550 BAINVILLE SUR MADON

N° FINESS : 540010956

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0	33 229,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	32 929,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	300	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	14 425,12 arrondi à 14 425	33 229,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	15 812	
	Excédent reporté	2 992,31	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 2 992,31 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 du Centre Germaine Marchal de NANCY est modifiée soit 14 425 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 7,78 €

GIR 3 et 4 : 5,63 €

GIR 5 et 6 : 3,48 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4047 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. géré par le C.C.A.S. de JARNY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. du centre communal d'action sociale Place Paul Mennegand BP 75 54 802 JARNY CEDEX

N° FINESS : 540007010

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	89 101,44	519 112,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	346 200,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	83 810	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	477 033,34 arrondi à 477 033	519 112,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	42 078,95	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 42 078,95 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 du S.S.I.A.D. de JARNY est modifiée soit : 477 033 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit : 29,87 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de JARNY.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification – Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité-Autonomie / N° 4048 modifiant pour 2006 la dotation globale et le forfait journalier de soins du S.S.I.A.D. géré par la maison de retraite de VEZELISE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice 2006, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. de la maison de retraite située Rue Notre Dame BP 2 54 330 VEZELISE

N° FINESS : 540007283

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	55 948,14	251 266,88
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	169 208,74	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	26 110	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	241 809,82 arrondi à 241 810	251 266,88
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	8 800	



Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
Excédent reporté	657,06	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 657,06 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2006 du S.S.I.A.D. de VEZELISE est modifiée soit : 241 810 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit : 23,76 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. de VEZELISE.

Nancy, le 6 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Pour la directrice départementale des affaires  
sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Myriam BERG

**Direction régionale de l'agriculture et de la forêt de Lorraine**  
Service régional de l'inspection du travail de l'emploi et de la politique  
sociale agricoles de Lorraine

**Extrait de l'arrêté portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Art. 1er - Les clauses de l'avenant n° 71 en date du 30 juin 2006 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Art. 2 - L'extension des effets et sanctions de l'avenant n° 71 du 30 juin 2006 visé à l'article 1er est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée ; elle est prononcée sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum de croissance.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service régional et le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Nancy, le 6 décembre 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

**AVENANT N° 71 DU 30 JUIN 2006 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 29 AVRIL 1977 CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLY-CULTURE ET D'ELEVAGE, DE PRODUCTION DE FRUITS, DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMENAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS ET DES CUMA DE MEURTHE-ET-MOSELLE - IDCC : 9541 -**

Entre :

- la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles,
  - le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine
  - la Fédération Départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle d'une part,
  - et,
  - l'Union départementale des Syndicats C.G.T.-F.O.
  - l'Union départementale des Syndicats C.F.T.C.
  - l'Union départementale des Syndicats C.F.D.T.
  - la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C.
- d'autre part,  
Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup> : A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006, l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

#### "ANNEXE II

Convention collective de travail des exploitations  
De polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle

#### GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE

(article 18 de la convention collective).

#### GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE

#### Chapitre 1 : Base de calcul

Base de calcul : taux horaire du niveau I – échelon A + indemnité de congés payés de 10 % soit au 1.07.2006 : 8,27 € + 0,83 € = 9.10 €

#### Chapitre 2 : Normes de récolte à l'heure

Les normes de cueillette et de récolte, par produit, sont fixées comme suit :

- ① Mirabelles cueillies :

32 kilos à l'heure, soit 2 caisses de 16 kilos

0,29 € le kilo, soit 4,64 € la caisse

Mirabelles cueillies sur vergers piétons : gré à gré

Mirabelles ramassées et triées :

60 kilos à l'heure, soit 3,75 caisses de 16 kilos

0,16 € le kilo, soit 2,56 € la caisse

Mirabelles tout venant :

90 kilos à l'heure, soit 5,625 caisses de 16 kilos

0,11 € le kilo, soit 1,76 € la caisse

- ② Quetsches cueillies :

64 kilos à l'heure, soit 4 caisses de 16 kilos

0,15 € le kilo, soit 2,40 € la caisse

Quetsches ramassées et triées :

80 kilos à l'heure, soit 5 caisses de 16 kilos

0,12 € le kilo, soit 1,92 € la caisse

Quetsches tout venant :

110 kilos à l'heure, soit 6,875 caisses de 16 kilos

0,09 € le kilo, soit 1,44 € la caisse

- ③ Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes

Première et dernière semaines de cueillette :

10 kilos à l'heure, soit 0,91 € le kilo.

Autres semaines :

15 kilos à l'heure, soit 0,61 € le kilo.

- ④ Pommes et poires saines, mises en palox et non calibrées :

Pommiers de moins de 3 mètres 130 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo

Pommiers de plus de 3 mètres : 110 kilos à l'heure, soit 0,09 € le kilo

Poiriers de moins de 3 mètres : 150 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo

Poiriers de plus de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo

- ⑤ Framboises de plein air en barquettes :

3,5 kilos à l'heure, soit 2,60 € le kilo

- ⑥ Myrtilles :

5,5 kilos à l'heure, soit 1,66 € le kilo

- ⑦ Cerises :

Cerises douces :

Cerisiers de moins de 3 mètres : 15 kg à l'heure, soit 0,61 € le kilo

Cerisiers de plus de 3 mètres : 12 kilos à l'heure, soit 0,76 € le kilo

Cerises acides :

9 kilos à l'heure, soit 1,02 € le kilo.

#### Chapitre 3 : Pesée

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

Art. 2 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 30 juin 2006.

Ont, après lecture, signé :

- Pour la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles :

MM. MARIN Pierre, THIERY Guy, WAHU Denis, ANDRE THIERY

- Pour la Fédération départementale des CUMA : M. ROESER Daniel

- Pour le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine : M. ROMAC Eric

- Pour l'Union départementale des Syndicats C.F.T.C. : M. GOURY Pierre

- Pour l'Union départementale des Syndicats C.G.T.-F.O. : Mme BEYNA Christine

- Pour le Syndicat Général des Salariés de l'Agriculture C.F.D.T. : M. LENELLE Antoine

- Pour la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C. : M. MULLER

Le présent avenant a été déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de NANCY, le 20 septembre 2006.

#### Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Service économie agricole et aménagement foncier

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Lanfroicourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur L'HUILLIER Dominique (EARL des Capucines) est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Drouville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### DECIDE

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur et Madame BURTIN Christian et Céline (EARL CELTIAN) sont autorisés à exploiter conformément à leur demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Epiez sur Chiers**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Madame JENTGES Madeleine (SCEA des Bruyères) est autorisée à exploiter conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Velaine en Haye**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur Bruno CHRISTOPHE (EARL des Renoncuces) est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Allamont**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Madame THIEL Anne Marie est autorisée à exploiter 186.75 ha conformément à sa demande.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont Saint Martin**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur KORNIAC Emmanuel est autorisé à exploiter 7,4 ha (parcelles AS 9/10/11/12/87- AV 23 - AX 51/88/89/90 à Mont Saint Martin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur KORNIAC Emmanuel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur KORNIAC Emmanuel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONT SAINT MARTIN - pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont Saint Martin**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur HENRYON Ghislain est autorisé à exploiter 10,09 ha (parcelles AI 15/16/75/80 AV 23/50/35 à Mont Saint Martin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HENRYON Ghislain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HENRYON Ghislain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONT SAINT MARTIN pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mazerulles – Brin sur Seille**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur RACADOT François et Madame BELLOY Isabelle ne sont pas autorisés à exploiter au sein d'une même EARL dans laquelle Madame BELLOY s'installerait sans les aides de l'Etat.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RACADOT François et Madame BELLOY Isabelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAZERULLES - BRIN SUR SEILLE pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Brin sur Seille - Mazerulles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur JOB Pascal est autorisé à exploiter 119 ha conformément à la demande qu'il a déposée sous réserve d'installation de son fils avant le 30 juin 2008.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JOB Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JOB Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BRIN SUR SEILLE - MAZERULLES pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mazerulles – Brin sur Seille**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Mademoiselle DOYEN Anne Claire est autorisée à exploiter 115 ha conformément à la demande qu'elle a déposée sous réserve d'installation avant le 30 juin 2008.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mademoiselle DOYEN Anne Claire.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mademoiselle DOYEN Anne Claire, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAZERULLES - BRIN SUR SEILLE pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Brin sur Seille - Mazerulles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur L'HUILLIER Dominique (EARL des Capucines) est autorisé à exploiter 119 ha conformément à la demande qu'il a déposée sous réserve d'installation de son fils avant le 30 juin 2008.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur L'HUILLIER Dominique. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur L'HUILLIER Dominique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BRIN SUR SEILLE - MAZERULLES pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Selaincourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur BRIDARD Gilles est autorisé à exploiter 7.21 ha (soit 6,89 ha de surface agricole utile sur les parcelles ZB 4 - ZE 33 - ZH 13/14 à Selaincourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BRIDARD Gilles.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BRIDARD Gilles, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SELAINCOURT pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crepey - Selaincourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur VALLANCE Francis (GAEC du Moulin) est autorisé 6.19 ha correspondant aux parcelles ZA 31, ZE27, ZH6 situées à Selaincourt et la parcelle ZC 98 située à Crepey.

M. VALLANCE n'est pas autorisé à exploiter 7.21ha correspondant aux parcelles ZB4, ZE33, ZH13 et 14 situées à SELAINCOURT.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VALLANCE Francis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VALLANCE Francis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CREPEY - SELAINCOURT pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chaudeney sur Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur COLIN Michel est autorisé à exploiter 45,63 ha (parcelles ZL 38 et 88 - ZM1 - ZN 2/3/4/36/77 ZO 2 et 3 à Chaudeney sur Moselle) conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve d'installation de son fils Thomas avant le 30 juin 2008.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le

schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLIN Michel. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLIN Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAUDENEY SUR MOSELLE pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chaudeney sur Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur LUBREZ Arnaud est autorisé à exploiter 13,49 ha (parcelles ZK 55 - ZL60/76 à 82 - ZN 6 à 9 à Chaudeney Sur Moselle) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LUBREZ Arnaud. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LUBREZ Arnaud, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAUDENEY SUR MOSELLE pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pannes - Dampvitoux - Charey - Essey et Maizerais**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur BOUTTE Guillaume (EARL du Bel Epi) est autorisé à exploiter 91,33 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOUTTE Guillaume.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BOUTTE Guillaume, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PANNES - DAMPVITOUX - CHAREY - ESSEY ET MAIZERAIS pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vaudeville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur POIROT Alexandre est autorisé à exploiter 18,54 ha (parcelles ZD5/6/40 à Vaudeville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur POIROT Alexandre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur POIROT Alexandre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VAUDEVILLE pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rehainviller – Mont sur Meurthe – Blainville sur l'Eau - Lunéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur CHARPENTIER Bruno est autorisé à exploiter 71,86 ha conformément à la demande qu'il a déposée.Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CHARPENTIER Bruno.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHARPENTIER Bruno, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REHAINVILLER - MONT SUR MEURTHE - BLAINVILLE SUR L'EAU - LUNEVILLE pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hussigny Godbrange**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur CLESSE Christophe (GAEC des Erables) est autorisé à exploiter 3,88 ha (parcelles AC169, ZC26, ZD31 et 32 à HUSSIGNY GODBRANGE) conformément à la demande qu'il a déposée.Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CLESSE Christophe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CLESSE Christophe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d' HUSSIGNY GODBRANGE pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landres**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur HURLAUX Pierre est autorisé à exploiter 1,24 ha (parcelles AD98 et 99 à Landres) conformément à la demande qu'il a déposée.Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HURLAUX Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HURLAUX Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANDRES pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Landres**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur HURLAUX Pierre est autorisé à exploiter 0,592 ha (parcelle W12 à Landres) conformément à la demande qu'il a déposée.Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HURLAUX Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HURLAUX Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANDRES pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**Art. 1<sup>er</sup> : Monsieur JEANJEAN Guy n'est pas autorisé à exploiter 4,24 ha (parcelles ZC 76, ZC77 et ZE 21 à REHERREY), objets de la demande qu'il a déposée.Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEANJEAN Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REHERREY pour affichage.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER**Extrait de la décision portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Xammes - Pannes**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**Art. 1<sup>er</sup> : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur CANTIGET Franck portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par Guy ANDRE à LAMARCHE EN WOEVRE à - XAMMES - PANNES.Art. 2 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER**Extrait de la décision portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Gye – Blénod lès Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**DECIDE**Art. 1<sup>er</sup> : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur JOYEUX Jean Noël portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par Marcel COLAS à GYE - BLENOD LES TOUL.Art. 2 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Nancy, le 11 décembre 2006

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
de l'agriculture et de la forêt,  
Yves ROYER

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :*

*- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

*- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.*

*Service forêt, environnement et développement rural***Extrait de l'arrêté n° 2006-507 fixant la liste des animaux nuisibles pour l'année 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

Art. 1er - La liste des espèces d'animaux classés nuisibles dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2007 est fixée comme suit :

espèces	motivations	conditions particulières
<b>1 – Animaux classés nuisibles dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques</b>		
• renard	lutte contre la rage (prévention d'une réinfection en provenance de pays limitrophes) et l'échinococcose alvéolaire	
• corbeaux freux	nuisances sonores et déjections à proximité de corbetières	
• étourneau sansonnet	problème sanitaire sur ensilage maïs en temps de neige	
<b>2 – animaux classés nuisibles pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles, forestières ou aquacoles</b>		
• renard	dégâts sur petits élevages – Prédation des agneaux dans les parcs	
• fouine	dégâts sur petits élevages	
• martre	dégâts sur petits élevages	exclusivement dans un rayon de 500 m autour des habitations.
• ragondin – rat musqué	dégradation des rives et des digues	
• sanglier	dégâts aux cultures	
• corbeaux freux • corneille noire • pie bavarde	) )- dégâts dans les cultures (semis...) )	
• étourneau sansonnet	dégâts sur tournesol, arbres fruitiers et ensilages	
<b>3 – animaux classés nuisibles pour la protection de la flore et de la faune</b>		
• chien viverrin	présence signalée dans le département en 1999.	
• vison d'amérique	présence signalée en 2002. visons échappés d'un élevage.	
• ragondin – rat musqué	) espèces introduites	
• raton-laveur	( présence indésirable	

Art. 2 - Les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent déléguer leurs droits de destruction dans les conditions fixées par l'article R\* 427-8 du code de l'environnement.

Art. 3 - Les destructions doivent s'effectuer selon les modalités définies par :

- les articles R\* 427-9 à R\* 427-24 du code de l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 23 Mai 1984 modifié relatif aux conditions du piégeage ;

Art. 4 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, mesdames et messieurs les maires, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur de l'agence nord, délégué départemental de l'O.N.F., les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée au président de la fédération départementale de chasseurs.

Nancy, le 30 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

#### Extrait de l'arrêté n° 2006-508 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour l'année 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Art. 1er - La destruction à tir des animaux classés nuisibles en application des articles R\* 427-18 et suivants du code de l'environnement peut s'effectuer pendant le temps, dans les lieux et selon les formalités ci-après :

Espèces : *fouine - martre*

période autorisée : néant

Espèces : *ragondin - rat musqué*

période autorisée : du 1er mars au 31 mars

formalités : autorisation préfectorale

Espèces : *renard - chien viverrin - vison d'Amérique*

période autorisée : du 1er Mars au 31 Mars.

formalités : autorisation préfectorale

Espèce : *sanglier*

période autorisée : du 1er mars au 31 mars

formalités : autorisation préfectorale

Espèces : *corbeau freux - corneille noire - pie bavarde*

période autorisée : du 1er avril au 10 juin

lieu : dans les cultures et aux abords des nids pour le tir des jeunes

conditions - Formalités :

\* autorisation préfectorale

\* tir à poste fixe uniquement

\* tir dans les nids interdit

\* utilisation du grand duc artificiel autorisé

Espèce : *étourneau sansonnet*

période autorisée : du 1er avril au 10 juin

lieu : dans les cultures

conditions - formalités :

\* sur autorisation préfectorale

\* tir à poste fixe uniquement

Art. 2 - Les demandes d'autorisation doivent être formulées selon le modèle ci-joint. En cas de délégation du droit de destruction une copie de la délégation doit être jointe à la demande.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, mesdames et messieurs les maires, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur de l'agence nord, délégué départemental de l'O.N.F., les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée au président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 30 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,  
Marc BURG

#### Direction départementale des services vétérinaires

#### Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/96 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Julien DERENDINGER à Pierrepont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Julien DERENDINGER.  
Docteur vétérinaire  
4 RUE DE LA POSTE  
54620 PIERREPONT

Art. 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 16 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,

L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
directeur départemental des services vétérinaires,  
Jean-Yves CHOLLET

#### Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/98 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Audrey HEU à Champigneulle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué à

Audrey HEU,  
Docteur Vétérinaire  
10 rue des talintes  
54250 CHAMPIGNEULLES

Art. 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 16 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,

L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
directeur départemental des services vétérinaires,  
Jean-Yves CHOLLET

#### Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/99 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Frédéric DONON à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué à

Frédéric DONON,  
Docteur Vétérinaire  
39 AVENUE DE BOUFFLERS  
54000 NANCY

Art. 2 – Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 – Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 – En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 16 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
directeur départemental des services vétérinaires,  
Jean-Yves CHOLLET

**Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/102 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Frédérique PERROT à Bainville sur Madon**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le mandat sanitaire prévu à l'article L...221-11 du code rural est attribué à :

DR PERROT Frédérique  
Docteur Vétérinaire  
2 rue de Fort appart.301  
54550 BAINVILLE SUR MADON

Art. 2 – Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 – Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 – En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 16 novembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
directeur départemental des services vétérinaires,  
Jean-Yves CHOLLET

**Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/06/SA/110 attribuant un mandat sanitaire au docteur vétérinaire Anne-Sophie POINSARD à Ludres**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Le mandat sanitaire prévu à l'article L...221-11 du code rural est attribué à :

DR POINSARD Anne-Sophie  
Docteur Vétérinaire  
13 rue Joseph Marie Jacquard  
54710 LUDRES

Art. 2 – Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 – Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 – En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 7 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
L'inspecteur de la santé publique vétérinaire,  
directeur départemental des services vétérinaires,  
Jean-Yves CHOLLET

**Direction départementale de l'équipement  
Service de l'habitat**

**Extrait de l'arrêté autorisant la démolition de 37 logements sis 2 à 10 boulevard d'Haussonville à Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : la Société Lorraine d'Habitat est autorisée, en application de l'article L 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation, à procéder à la démolition de 37 logements sis 2 à 10 boulevard d'Haussonville à Villers-Lès-Nancy.

Art. 2 : Les travaux de démolition ne pourront commencer que lorsque les ménages encore en place auront été relogés, que le plan de relogement définitif aura été transmis à la Direction Départementale de l'Équipement et qu'après obtention de la subvention d'aide à la démolition qui pourra être

octroyée par la Communauté Urbaine du Grand Nancy dans le cadre de la délégation de compétences.

Art. 3 : Dans le cadre du relogement, le bailleur s'engage à trouver avec chaque ménage occupant une solution de relogement durable en adéquation avec les besoins des locataires compte tenu de leur composition familiale et de leurs ressources, en veillant à une amélioration de leur taux d'effort (loyers + charges diverses).

Art. 4 : Le bailleur s'engage à réaliser parallèlement la restructuration de l'immeuble proche sis boulevard de Baudricourt à Villers-lès-Nancy afin que le relogement des ménages prévu dans ce bâtiment soit effectif dans un délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté. A défaut, les locataires conserveront le droit au maintien dans les lieux jusqu'à la livraison des logements réhabilités.

Art. 5 : Pour les ménages sollicitant un logement aidé auprès d'un autre bailleur social de l'agglomération nancéienne, le bailleur saisira avec l'appui de la Communauté Urbaine du Grand Nancy la Conférence Intercommunale du Logement (groupe de travail Relogement) afin qu'une proposition de logement correspondant aux besoins des ménages soit effective dans un délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté. A défaut, la Société Lorraine d'Habitat ne pourra se prévaloir de l'expiration du délai pour contester le droit au maintien dans les lieux des locataires concernés.

Art. 6 : Le secrétaire général de la Préfecture et le directeur départemental de l'équipement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la directrice générale déléguée de la Société Lorraine d'Habitat.

Nancy, le 4 décembre 2006 Le préfet,  
Claude BALAND

**Service de l'urbanisme et des affaires juridiques**

**Extrait de l'arrêté préfectoral 19 DE 06 SERUAJ/AJF - Commune de Montigny - Acquisition d'un immeuble bâti sis au 15 Grande Rue cadastré section B n° 206, lieu-dit "Le Village" en vue de sa réhabilitation avec élargissement de la rue dite "De Derrière l'Eglise" et construction d'un mur de soutènement pour l'aménagement général du centre du village – Arrêté de cessibilité**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> – Les immeubles désignés sur l'état parcellaire ci-joint qui restera annexé au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la commune de Montigny.

Art. 2 – A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de Montigny et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à la directrice des archives départementales ; au directeur départemental de l'équipement.

Nancy, le 11 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

*L'état parcellaire peut être consulté à la direction départementale de l'Équipement, service de l'urbanisme et des affaires juridiques.*

**Extrait de l'arrêté N° 06 DE 012 PFU approuvant la carte communale d'Einviaux en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1 : La carte communale d'EINVAUX qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000<sup>e</sup>,
- un plan de zonage au 1/5 000<sup>e</sup>,
- un plan de servitudes et informations au 1/5 000<sup>e</sup>,
- un plan de l'eau potable au 1/5 000<sup>e</sup>,
- un plan de l'assainissement au 1/2 000<sup>e</sup>.

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : Le conseil municipal d'Einviaux n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire d'Einviaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 décembre 2006 Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

**Extrait de l'arrêté N° 06 DE 013 PFU approuvant la carte communale de Saint-Germain en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1 : La carte communale de Saint-Germain qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 500°.

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : Le conseil municipal de Saint-Germain n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire Saint-Germain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG

### **Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports** **Affaires départementales**

#### **Extrait de l'arrêté portant création du conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Il est créé en Meurthe-et-Moselle un Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative.

Ce Conseil Départemental :

- concourt à la mise en œuvre, dans le département, des politiques publiques relatives à la jeunesse, à l'éducation populaire, aux loisirs et vacances des mineurs ainsi qu'aux sports et à la vie associative.
- est compétent pour donner un avis sur les demandes d'agrèments départementales présentées par les associations, fédérations ou unions d'associations dans les conditions prévues par le décret n° 2002-571 du 22 avril 2002 susvisé.
- émet les avis prévus aux articles L.227-10 et L.227-11 du Code de l'action sociale et des familles et aux articles L. 212-1 et L. 212-13 du Code du sport.
- émet un avis et fait des propositions sur toutes les autres questions qui lui sont soumises par son président. Il peut en outre réaliser des études et faire des propositions sur tout sujet d'ordre économique, social ou culturel intéressant directement les jeunes.
- participe à l'accompagnement, au suivi, à la coordination et à l'évaluation des politiques territoriales menées dans son champ de compétence.

Art. 2 : Le Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative est présidé par le Préfet ou son représentant.

Il est composé en outre des membres suivants, répartis en 8 collèges :

- 1°- Un collège de 5 représentants des services de l'Etat, comprenant :
  - le Directeur régional adjoint de la Jeunesse et des Sports ou son représentant.
  - la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant.
  - le Directeur Départemental de la Protection judiciaire de la Jeunesse ou son représentant.
  - l'Inspecteur d'Académie ou son représentant
  - un fonctionnaire de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports, désigné par le Directeur régional adjoint de la Jeunesse et des Sports
- 2°- Un collège de 2 représentants des Collectivités Territoriales et de leurs groupements, comprenant :
  - Le président du Conseil Général ou son représentant.
  - Un Maire désigné par l'association des Maires de Meurthe-et-Moselle
- 3°- Un collège de 2 représentants assurant à l'échelon départemental la gestion des prestations familiales, sur proposition de ces organismes.
- 4°- Un collège d'au maximum 20 représentants de la jeunesse engagée, notamment dans des activités syndicales de salariés, de lycéens, d'étudiants et d'associations intervenant dans le domaine de la jeunesse, du sport, de l'éducation populaire, de la culture, de la protection de l'environnement et de l'action sociale, âgés d'au moins seize ans et d'au plus vingt-cinq ans à la date de leur nomination.
- 5°- Un collège de 3 représentants des associations et mouvements de jeunesse et d'éducation populaire agréés, désignés après avis du Comité Régional des associations de Jeunesse et d'Education Populaire.
- 6°- Un collège de 2 représentants des associations familiales et des associations ou groupements de parents d'élèves.
- 7°- Un collège de 3 représentants des associations sportives désignées après avis du Comité Départemental Olympique Sportif.
- 8°- Un collège de 4 représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs les plus représentatives au plan national intervenant dans les domaines définis au premier alinéa du I du décret du 7 juin 2006 susvisé dont au moins un représentant des salariés et un représentant des employeurs, intervenant dans le domaine du sport, désignés sur proposition des organisations syndicales concernées.

Art. 3 : Au sein du Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative il est créé 2 formations spécialisées dénommées « Commission d'agrément » et « Commission de sauvegarde » ainsi qu'une formation restreinte dénommée « Conseil de la Jeunesse ».

- 3-1. La formation spécialisée dite « Commission d'agrément » est compétente pour émettre un avis sur les demandes d'agrément départementales présentées par les associations, fédérations ou unions d'associations dans les conditions prévues par le décret n° 2002-571 du 22 avril 2002 susvisé. Cette formation spécialisée dite « Commission d'agrément » comprend :

- 3 représentants des services de l'Etat comprenant :

- \* le Directeur Régional adjoint de la Jeunesse et des Sports ou son représentant.
- \* la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant.
- \* l'inspecteur d'Académie ou son représentant.

- 3 représentants des associations et mouvements de jeunesse et d'éducation populaire

- 3-2. La formation spécialisée dite « Commission de sauvegarde » est compétente pour émettre les avis prévus aux articles L. 227-10 et L. 227-11 du Code de l'action sociale et des familles et aux articles L. 212-1 et L. 212-13 du Code du Sport.

Cette formation spécialisée dite « Commission de Sauvegarde » comprend :

- 5 représentants des services de l'Etat et des organismes assurant à l'échelon départemental la gestion de prestations familiales, représentant un tiers de la Commission de sauvegarde, et comprenant :
  - \* le Directeur Régional adjoint de la Jeunesse et des Sports ou son représentant
  - \* un fonctionnaire de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports, désigné par le Directeur régional adjoint de la Jeunesse et des Sports
  - \* l'inspecteur d'Académie ou son représentant.
  - \* le Directeur Départemental de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ou son représentant
  - \* 1 représentant d'organismes assurant à l'échelon départemental la gestion des prestations familiales.

- 2 représentants, à parité, des associations et mouvements de jeunesse ainsi que des associations sportives

- 4 représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs, comprenant :

- \* un représentant des organisations syndicales de salariés et un représentant des organisations syndicales d'employeurs exerçant dans le domaine du sport,
- \* un représentant des organisations syndicales de salariés et un représentant des organisations syndicales d'employeurs exerçant dans le domaine de l'accueil des mineurs mentionnés à l'article L.227-4 du Code de l'action sociale et des familles

- 2 représentants des associations familiales et des associations ou groupements de parents d'élèves

- 3-3. La formation restreinte dite « Conseil de la Jeunesse » est réunie lorsque les travaux du Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative s'inscrivent dans le cadre de ceux du Conseil National de la Jeunesse.

Cette formation restreinte dite « Conseil de la Jeunesse » comprend :

- les représentants de la Jeunesse engagée mentionnés à l'article 2 du présent arrêté.

Cette formation restreinte dite « Conseil de la Jeunesse » peut être réunie en formation plénière, en groupes de travail, ou groupes thématiques selon les besoins liés à ses travaux.

Art. 4 : La durée du mandat des membres du Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative et de ses formations, spécialisées ou restreinte, sus-mentionnées est de 3 ans. Le mandat est renouvelable. Lorsque le mandat d'un membre de la commission et de ses formations, spécialisées ou restreinte, sus-mentionnées est interrompu par le décès, la démission ou la perte de la qualité au titre de laquelle ledit membre a été nommé, le mandat de son remplaçant ne court que pour la durée restant à courir.

Art. 5 : Le Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative et ses formations spécialisées ou restreinte se réunissent au moins une fois par an sur convocation de leur président.

Les conditions générales de leur fonctionnement sont celles prévues par le décret n° 2006-672 du 08 juin 2006.

La Commission peut se doter d'un règlement intérieur.

Le secrétariat de la Commission et de ses formations spécialisées ou restreinte sus-mentionnées est assuré par les services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports de la Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2002 portant création du Conseil Départemental de l'Education Populaire et de la Jeunesse, l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2002 instituant les commissions de sauvegarde et d'agrément, l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2004 portant renouvellement du Conseil départemental de la jeunesse sont abrogés.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la Commission, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et mis en ligne sur le site Internet de la Préfecture à l'adresse [www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

Nancy, le 16 octobre 2006

Le préfet,  
Claude BALAND

#### **Centre hospitalier universitaire de Nancy**

#### **Délégation de signature concernant les services techniques**

Le directeur général du CHU :

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992

Vu le décret n° 2004-15 modifié portant Code des Marchés Publics

Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Art. 1 : Donne délégation à M. Charles GUEPRATTE, Directeur des Achats et de la Logistique pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces



administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Mission Grands Travaux et les Services Techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

**Art. 2 :** Donne délégation principale à M. Sylvain GROB, Ingénieur responsable de la Mission Grands Travaux, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Fonction Technique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses

Une délégation secondaire est donnée à M. GUEPRATTE, Directeur des Achats et de la Logistique.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-Louis PEROT, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Etienne MAUGET, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-François MILLARD, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard ALBALADEJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Pascal DI MAJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation; elle est également communiquée au comptable du CHU.

**Art. 3 :** Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Art. 4 :** Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Art. 5 :** La présente délégation prend effet à la date du 2 octobre 2006, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 24 novembre 2006

Le directeur général,  
Benoît PERICARD

Les bénéficiaires de la délégation :

Sylvain GROB  
Richard PEREZ  
Etienne MAUGET  
Richard ALBALADEJO  
Grégory LEMAITRE

Charles GUEPRATTE  
Jean-Louis PEROT  
Jean-François MILLARD  
Pascal DI MAJO

#### Délégation de signature concernant la direction des affaires médicales

Le directeur général du CHU :

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991,

Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992.

Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 nommant Monsieur Benoît PERICARD en qualité de directeur général du CHU de Nancy.

**Art. 1 :** Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER, directeur adjoint, directeur des affaires médicales, pour signer au nom et place du directeur général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Monsieur Mickael HACQUARD, attaché d'administration hospitalière, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

**Art. 2 :** Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER pour signer au nom et place du directeur général, les assignations des personnels médicaux, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Monsieur Mickael HACQUARD pour signer ces assignations des personnels médicaux.

**Art. 3 :** Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la direction des affaires médicales, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses.

La suppléance est assurée par Monsieur Christian VUILLEMIN pour les mêmes comptes, dans le cadre de la délégation générale dont il bénéficie.

Donne délégation secondaire à Monsieur Mickael HACQUARD pour ces mêmes comptes, en termes d'engagement et de liquidation des dépenses.

**Art. 4 :** Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des finances,
- de rendre compte mensuellement à la direction générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Art. 5 :** Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Art. 6 :** La présente délégation se substitue à la délégation du 10 juillet 2006.

Elle prend effet à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2006, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 4 décembre 2006

Le directeur général,  
Benoît PERICARD

Les bénéficiaires de la délégation :

Véronique BOUVIER  
Mickael HACQUARD

Christian VUILLEMIN

## AVIS ET COMMUNICATION

### Direction départementale de l'agriculture et de la forêt Service environnement, eau

#### Avis annuel fixant les périodes d'ouvertures de la pêche en eau douce en 2007 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Dispositions du titre III - livre IV du code de l'environnement et notamment de l'article L. 436-5 réglementant la pêche en eau douce et de l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce en Meurthe-et-Moselle

----

La pêche par tout procédé est interdite dans le département de Meurthe-et-Moselle pour les écrevisses, les grenouilles et toutes les espèces de poissons, en dehors des périodes d'ouverture générale ci-après :

**Eaux de première catégorie : du 10 mars au 16 septembre 2007**

**Eaux de deuxième catégorie : du 1er janvier au 31 décembre 2007 pour la pêche aux lignes.**

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la pêche des espèces suivantes est interdite en dehors des temps d'ouverture ci-après :

Espèces	Eaux de 1 <sup>ère</sup> catégorie	Eaux de 2 <sup>ème</sup> catégorie
Traite arc-en-ciel	du 10 mars au 16 septembre	du 1er janvier au 31 décembre
Saumon de fontaine	du 10 mars au 16 septembre	du 10 mars au 16 septembre
Traite fario	du 10 mars au 16 septembre	du 10 mars au 16 septembre
Ombre commun	du 19 mai au 16 septembre	du 19 mai au 31 décembre
brochet	du 10 mars au 16 septembre	du 1er janvier au 28 janvier
sandre	du 10 mars au 16 septembre	et du 12 mai au 31 décembre
Ecrevisses à pattes rouges, à pattes grêles, à pattes blanches, et des torrents	du 28 juillet au 06 août	du 28 juillet au 06 août
grenouilles vertes et rousses	du 15 avril au 16 septembre	du 15 avril au 07 octobre
Toutes espèces de poissons non mentionnées ci-dessus	du 10 mars au 16 septembre	du 1er janvier au 31 décembre

Les jours indiqués ci-dessus sont compris dans les périodes d'ouverture.

La pêche dans le lac de Pierre-Percée, classé grand lac intérieur de montagne de deuxième catégorie piscicole, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

La pêche de la carpe, de nuit, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

Toute pêche est interdite dans les réserves définies par arrêtés préfectoraux.

NOTA :

- le nombre de prises de salmonidés est limité à **6** par pêcheur et par jour.
- la taille minimale de capture des salmonidés est fixée à **0,23 m** sur tout le département, à l'exception de La Plaine où la taille est fixée à **0,20 m**.
- la taille minimale de l'ombre est fixée à **0,30 m**.
- la taille minimale du brochet est fixée à **0,50 m, dans les eaux de la 2<sup>ème</sup> catégorie.**
- la taille minimale du sandre est fixée à **0,40 m, dans les eaux de la 2<sup>ème</sup> catégorie.**

#### Grenouilles

La mutilation, la naturalisation, le colportage, la vente, la mise en vente ou l'achat de la grenouille verte et de la grenouille rousse, qu'il s'agisse de spécimens vivants ou morts, sont interdits en toute période dans les conditions déterminées par les articles L.411-1 à 4 et R.411-1 à 5 du code de l'environnement et l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 pris pour l'application du Livre IV, Titre 1er (protection de la faune et de la flore) du même code. La capture ou l'enlèvement des œufs et des spécimens des autres espèces de grenouilles est totalement interdite, ainsi que le transport, le colportage, l'utilisation la mise en vente, la vente et l'achat des spécimens vivants ou morts.

Nancy, le 1<sup>er</sup> décembre 2006

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Marc BURG



**Direction départementale de l'équipement**  
**Service de l'urbanisme et des affaires juridiques**

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 63276 du 12 décembre 2006 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Cosnes et Romain**

Par arrêté préfectoral n° 63276 en date du 12 décembre 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement du poste DP "Dauphiné" sur la commune de Cosnes et Romain.

**AVIS DE RECRUTEMENT**

**Hôpital local intercommunal 3H Santé de Cirey-sur-Vezouze**

**Avis de recrutement sans concours d'un agent d'entretien qualifié - service blanchisserie - à l'hôpital local intercommunal 3H Santé**

En application du Décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, un recrutement sans concours aura lieu à l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé en vue de pourvoir 1 poste d'Agent d'Entretien Qualifié.

Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1<sup>er</sup> Janvier 2007 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

**Date limite d'envoi des candidatures : 28 février 2007.**

Composition des dossiers : lettre de candidature motivée + curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée.

A envoyer sous pli recommandé ou par simple courrier à :

Monsieur le Directeur  
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE  
62, Rue Poincaré  
54480 CIREY SUR VEZOUZE  
Tél. 03.83.76.31.32.

Seuls seront convoqués à un entretien les candidats préalablement retenus par la commission chargée de la sélection.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Cirey-sur-Vezouze, le 30 novembre 2006

Le directeur,  
J.P. LATZER

**Avis de recrutement sans concours d'un agent administratif à l'hôpital local intercommunal 3H Santé**

En application du Décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, un recrutement sans concours aura lieu à l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé en vue de pourvoir 1 poste d'Agent Administratif.

Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1<sup>er</sup> Janvier 2007 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

**Date limite d'envoi des candidatures : 28 février 2007.**

Composition des dossiers : lettre de candidature motivée + curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée.

A envoyer sous pli recommandé ou par simple courrier à :

Monsieur le Directeur  
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE  
62, Rue Poincaré  
54480 CIREY SUR VEZOUZE  
Tél. 03.83.76.31.32.

Seuls seront convoqués à un entretien les candidats préalablement retenus par la commission chargée de la sélection.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs

Cirey-sur-Vezouze, le 30 novembre 2006

Le directeur,  
J.P. LATZER